

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2984

17 octobre 2014

SOMMAIRE

2L Conseil	143190	Plastilux Negoce S.à r.l.	143199
Advent Talc (Luxembourg) Holding & Cy S.C.A.	143190	Prestaholding	143192
Alex Andersen Lux S.A.	143193	Project Investment S.à r.l.	143191
Alterna Invest S.A. SICAF SIF	143189	Promo Petrole S.A.	143192
Bad Kreuznach Retail Property S.à r.l. ..	143199	Rooocas Holding S.à r.l.	143187
Capsugel FinanceCo II S.à r.l.	143191	Rupil Sàrl	143187
Chester Investor Holdings S.à r.l.	143196	Sabre AS (Luxembourg) S.à r.l.	143187
CK Immobilière S.à r.l.	143200	Sabre Holdings (Luxembourg) S.à r.l. ...	143197
Diamondhide S.A.	143191	Sabre Holdings (Luxembourg) S.à r.l. ...	143188
Figupar S.A.	143193	Sabre International (Luxembourg) S.à r.l.	143188
Fortiter S.A.	143186	Sabre International (Luxembourg) S.à r.l.	143188
Gaïa International Financial Investment S.A.	143198	S. Daems & Cie	143187
Haute Route	143186	Seniorenresidenz Poetschebirchen S. à r.l.	143195
Iberian Hod S.A.	143189	SIGNA Prime Luxembourg Beteiligung 2 S.à r.l.	143194
ICH Property S.A.	143190	Sireo Immobilienfonds No.4 SICAV-FIS	143213
J.V. Participation S.A.	143190	SM International Holdings S.à r.l.	143213
Lesswood S.à r.l.	143186	Socoda S.A.	143193
Lime Invest & Co. S.C.A.	143193	Stern Investments S.A.	143197
Lux-Pharma Consulting S.à r.l.	143186	Stock Américain I	143194
Luxpicod S.à r.l.	143186	Swaplight S.A.	143193
Luxpicom S.à r.l.	143186	Taagid S.A.	143194
LVD Invest	143187	Ticketmaster Luxembourg Holdco 4, S.à r.l.	143196
Maxi-Toys Luxembourg S.A.	143189	Ticketmaster Luxembourg Holdco 5, S.à r.l.	143195
MCA Finances S.à r.l.	143188	WPP Luxembourg Sheridan Square S.à r.l.	143201
Midaro Invest S.A.	143195		
Mobey S.A.	143232		
North-East Invest S.A.	143195		
Ouka S.à r.l./B.V.	143188		
Perus 1 S.à r.l.	143192		
PGC Holding	143194		

Fortiter S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 547.200,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 138.512.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140259/9.

(140159497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Haute Route, Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 138.906.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140292/9.

(140159200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Lesswood S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1221 Luxembourg, 251, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 145.782.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140357/9.

(140159349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Lux-Pharma Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 75.253.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140366/9.

(140159217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Luxpicod S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 178.364.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140369/9.

(140159271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Luxpicom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 178.371.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140370/9.

(140159285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Roocas Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 157.716.

Les comptes annuels au 31.12.12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014140466/10.

(140159280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Rupil Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4966 Clemency, 9, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 96.851.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 septembre 2014.

Référence de publication: 2014140481/10.

(140158934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

S. Daems & Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.
R.C.S. Luxembourg B 136.862.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014140482/10.

(140158957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Sabre AS (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 15.121,25.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 170.188.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 septembre 2014.

Référence de publication: 2014140486/10.

(140159298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

LVD Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 155.315.

Procès-verbal des résolutions prises par l'associé unique en date du 10 septembre 2014 à Windhof

L'associé unique prend les résolutions suivantes:

1. L'associé unique décide de remplacer le Commissaire aux Comptes, la société THE CLOVER, par la société VO CONSULTING LUX S.A., ayant son siège social à Rue d'Arlon, 6 à L-8399 Windhof, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 61459.

La société VO CONSULTING LUX S.A. est nommée pour une durée de six ans.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014141612/14.

(140161029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

MCA Finances S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2732 Luxembourg, 2, rue Wilson.
R.C.S. Luxembourg B 172.200.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140386/9.

(140159347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Sabre Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.600.585,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 125.399.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 septembre 2014.

Référence de publication: 2014140488/10.

(140159361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Sabre International (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.605.065,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 125.396.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 septembre 2014.

Référence de publication: 2014140489/10.

(140159364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Sabre International (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.605.065,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 125.396.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 septembre 2014.

Référence de publication: 2014140490/10.

(140159408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Ouka S.à r.l./B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.400,00.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 174.329.

Extrait de procès-verbal de la réunion du conseil de gérance qui s'est tenu le 18 décembre 2012 à Luxembourg

- de nommer JALYNE S.A., représentée par Monsieur Jacques BONNIER, gérant de catégorie B, comme Président du Conseil de Gérance de OUKA S.à r.l./B.V.

Pour copie certifiée conforme

Fidupar

Signatures

Référence de publication: 2014141667/14.

(140160896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Maxi-Toys Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3898 Foetz, 5, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 71.036.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue le 2 avril 2012

L'assemblée accepte la démission de Monsieur Dirk VAN SPAENDONK, demeurant 196/601 Zeedijk, B- 8430 Mid-delkerke de son poste d'administrateur et d'administrateur délégué avec effet immédiat,

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 9 septembre 2014.

Référence de publication: 2014141637/12.

(140160443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Iberian Hod S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 105.375.

—
Extrait de la résolution prise par Le Conseil d'administration

- Madame Kalliopi FOURNARI, employée privée, née le 14 février 1981 à Thessalonique (Grèce), demeurant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg est cooptée, avec effet au 6 août 2014, en tant qu'administrateur de catégorie B en remplacement de Monsieur Renaud LEONARD démissionnaire.

Son mandat viendra à échéance à l'assemblée générale statutaire de l'an 2016.

Le 6 août 2014.

Certifié sincère et conforme

IBERIAN HOD S.A.

Référence de publication: 2014141542/15.

(140161015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Alterna Invest S.A. SICAF SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 127.166.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire des actionnaires tenue le 25 juin 2014 à 9h30

1. L'Assemblée Générale approuve la réélection, pour un nouveau mandat d'un an, des membres existants du Conseil d'Administration.

A partir de la date de l'Assemblée, le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- M. Thomas VOSS, Président et Administrateur de classe A - 20 Rue Wenkel, LU-5577 Remich

- M. Per BORUP JENSEN, Administrateur de classe B - 76 Havbakken, DK-6710 Esbjerg N, Danemark

- M. Mads Gorm MÜLLERTZ, Administrateur de classe B - Silverwood, 20 Fairacres, Cobham KT11 2JW, United Kingdom

- Mme Helene MÜLLER- SCHWIERING, Administrateur de classe B - 9 Place de Clairefontaine, LU-1341 Luxembourg

2. L'Assemblée Générale approuve la réélection, pour un nouveau mandat d'un an et en tant que Délégué à la gestion journalière, de:

- M. Thomas VOSS, 20 Rue Wenkel, LU-5577 Remich

3. L'Assemblée Générale approuve l'élection, pour un mandat d'un an, en tant que Réviseur d'entreprises agréé chargé du contrôle des comptes de la société, et en remplacement de Deloitte Audit s.à.r.l. (560 rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg), de:

- GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A., 89A Pafebruch, LU-8308 Capellen (B183652)

Luxembourg, le 25 juin 2014.

Mme Helene Müller Schwiering / Mme Sabrina Prometti

La Présidente / La Secrétaire

Référence de publication: 2014141279/27.

(140160936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

2L Conseil, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2319 Howald, 8, rue du Docteur Joseph Peffer.

R.C.S. Luxembourg B 158.698.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014140605/10.

(140159410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Advent Talc (Luxembourg) Holding & Cy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 162.304.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 septembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014140626/10.

(140159699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

ICH Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 109.932.

EXTRAIT

Il est pris note du changement d'adresse professionnelle des administrateurs:

- Maître Michael DANDOIS

- Maître Antoine MEYNIAL

- Monsieur Stéphane WARNIER,

désormais au 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2014141545/15.

(140160583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

J.V. Participation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 92.284.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Statutaire en date du 18 mars 2014

1. le mandat d'Administrateur de Monsieur Philippe Lambert, fiscaliste, demeurant professionnellement à L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen est renouvelé pour une durée d'un an, jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2015.

2. Madame Isabelle Schul, employée, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal, est nommée nouvel Administrateur pour une durée d'un an, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2015.

3. le mandat de Commissaire aux Comptes de FISCOGES, société à responsabilité limitée, avec siège social à L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B-174051 est renouvelé pour une durée d'un an, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire délibérant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014.

Luxembourg, le 18 mars 2014.

Pour extrait sincère et conforme

J.V. PARTICIPATION S.A.

Référence de publication: 2014141569/19.

(140160665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Diamondhide S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 103.909.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140777/9.

(140160114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

Project Investment S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4830 Rodange, 4, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 111.435.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 23 mai 2014 au siège social de la Société Project Investment S.à r.l.

L'Assemblée Générale a décidé que la Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

S. Mary / D. Lauro

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2014141711/14.

(140160577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Capsugel FinanceCo II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 363.235,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 161.007.

EXTRAIT

Par résolution écrite en date du 29 août 2014 l'associé unique de la Société a:

- accepté la démission de Anja Döller en tant que membre du Conseil de Gérance de la Société (Gérant) avec effet au 29 août 2014;

- nommé Sandra Scheffen en tant que membre du Conseil de Gérance de la Société (Gérant) à partir du 30 août 2014 pour une durée indéterminée;

de sorte que le Conseil de Gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Joshua Weisenbeck, né le 17 février 1982 à New York, USA, avec adresse professionnelle au 9 West 57 Street, Suite 4200, NY 10019, New York, USA Gérant

William J. Janetschek, né le 28 août 1961 à New York, USA, avec adresse professionnelle au 9 West 57 Street, Suite 4200, NY 10019, New York, USA Gérant

Peter M. Stavros, né le 2 juillet 1974 à Skokie, Illinois, USA, avec adresse professionnelle au 9 West 57 Street, Suite 4200, NY 10019, New York, USA Gérant

Dr. Wolfgang Zettel, né le 15 novembre 1962 à Constance, Allemagne, avec adresse professionnelle au 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg Gérant

Sandra Scheffen, née le 24 janvier 1984 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec adresse professionnelle au 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg Gérante

Dr. Jan Könighaus, né le 14 novembre 1972 à Pinneberg, Allemagne, avec adresse professionnelle au 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg Gérant

Pour la Société

Dr. Jan Könighaus

Gérant

Référence de publication: 2014141361/31.

(140160929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Perus 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 133.423.

—
Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle du 5 septembre 2014:

- Le mandat de FPS Audit S.à r.l. de 19, Rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, le réviseur d'entreprise agréé de la société, est renouvelé.

- Le nouveau mandat de FPS Audit S.à r.l. prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015 statuant sur les comptes annuels de 2014.

Luxembourg, le 5 septembre 2014.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2014141698/16.

(140160708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Prestaholding, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 144.688.

—
En application de l'article 3 (1) de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, nous portons à la connaissance des tiers que nous dénonçons ce jour unilatéralement la convention d'agent domiciliataire signée le 19 juillet 2013 avec la société Prestaholding inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 144688.

Eu égard au délai de préavis stipulé dans ladite convention, la dénonciation interviendra le 10 septembre 2014. Par conséquent, le siège social de la société Prestaholding ne sera plus sis au 50 rue Basse, L-7307 Steinsel. à compter de cette date.

Etabli à Steinsel, le 9 juillet 2014.

Aurea Finance Company

Henri de Crouy-Chanel

Administrateur délégué

Référence de publication: 2014141710/17.

(140160516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Promo Petrole S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 69, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 68.829.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le vendredi 6 juin 2014 à 15.00 heures à Steinfort, Grand-Duché de Luxembourg

Résolutions:

L'Assemblée décide de réélire le Commissaire aux Comptes, Mme Liliane Millang-Pletgen, jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice 2016.

L'Assemblée décide de nommer à la fonction d'administrateur de la société:

M. Forts Johanns, demeurant à L-2360 Luxembourg, 21, Allée des Poiriers

M. Claude Baer, demeurant à L-4330 Esch-sur-Alzette, 6, avenue des Terres Rouges

M. Frank Bernard, demeurant à L-4440 Soleuvre, 125, route d'Esch

L'Assemblée décide de renommer à la fonction d'administrateur-délégué de la société:

M. Fons Johanns, demeurant à L-2360 Luxembourg, 21, Allée des Poiriers

L'assemblée générale décide de leur conférer mandat jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014141713/21.

(140160806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

**Swaplight S.A., Société Anonyme,
(anc. Figupar S.A.).**

Siège social: L-1945 Luxembourg, 3, rue de la Loge.
R.C.S. Luxembourg B 70.301.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014140504/10.

(140159523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Alex Andersen Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9749 Fischbach, 10, Giallewee.
R.C.S. Luxembourg B 35.087.

Les comptes annuels de la société Alex Andersen Lux S.A. au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140630/10.

(140160149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

Lime Invest & Co. S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 101.458.

Lors du Conseil d'Administration tenu en date du 10 juillet 2014, les administrateurs ont pris la décision suivante:

1. Retrait des pouvoirs accordés à Monsieur Francis Mosbeux en tant que délégué à la gestion journalière de la Société et représentant de la Société en ce qui concerne cette gestion et ce à compter du 1^{er} juillet 2014.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Philippe Vauthier

Délégué à la gestion journalière

Référence de publication: 2014141882/13.

(140160810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Socoda S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 69, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 35.139.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le vendredi 06 juin 2014 à 15.00 heures à Steinfort, Grand-Duché de Luxembourg

Résolutions:

L'Assemblée décide de réélire le Commissaire aux Comptes, Mme Liliane Millang-Pletgen, jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice 2019.

L'Assemblée décide de nommer à la fonction d'administrateur de la société:

M. Fons Johans, demeurant à L-2360 Luxembourg, 21, Allée des Poiriers

M. Claude Baer, demeurant à L-4330 Esch-sur-Alzette, 6, avenue des Terres-Rouges

Mme Simone Bourg, demeurant à L-4330 Esch-sur-Alzette, 6, avenue des Terres-Rouges

L'Assemblée décide de renommer à la fonction d'administrateur-délégué de la société:

M. Claude Baer, demeurant à L-4330 Esch-sur-Alzette, 6, avenue des Terres-Rouges

L'assemblée générale décide de leur conférer mandai jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014141783/21.

(140160821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Taagid S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 110.372.

Je soussigné, Luca Di Fino, gérant de la FIDUCIAIRE DI FINO & ASSOCIÉS S.à r.l, dénonce le siège de la société TAAGID S.A., 6, Boulevard Pierre Dupong, L-1430 Luxembourg, R.C.S. de Luxembourg sous le n° B 110372 avec effet immédiat.

Luxembourg, le 9 septembre 2014.

Référence de publication: 2014141817/10.

(140160397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

PGC Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 168.900.

Lors du Conseil d'Administration tenu en date du 10 juillet 2014, les administrateurs ont pris la décision suivante:

1. Retrait des pouvoirs accordés à Monsieur Francis Mosbeux en tant que délégué à la gestion journalière de la Société et représentant de la Société en ce qui concerne cette gestion et ce à compter du 1^{er} juillet 2014.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Philippe Vauthier

Délégué à la gestion journalière

Référence de publication: 2014141883/13.

(140160813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Stock Américain I, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 105, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 18.208.

EXTRAIT

Il découle du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 10 septembre 2014 la décision suivante:

- d'accepter, à compter du 10 septembre 2014, la cession de 250 parts sociales détenues par Monsieur TURPEL Germain, demeurant 5, rue Auguste Liesch à L-3474 DUDELANGE, à Madame TURPEL-SCHROEDER Thérèse, domicilié à L-3542 DUDELANGE, 20, rue du Parc, pour le prix convenu entre parties.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 10 septembre 2014.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2014141753/14.

(140160613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

SIGNA Prime Luxembourg Beteiligung 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 178.426.

Auszug aus dem Kauf- und Abtretungsvertrag über Gesellschaftsanteile der Gesellschaft vom 06. Januar 2014

Aufgrund eines Kauf- und Abtretungsvertrags über Gesellschaftsanteile der Gesellschaft vom 06. Januar 2014 haben sich folgende Änderungen in der Teilhaberstruktur der Gesellschaft ergeben:

- SIGNA Prime Luxembourg S.à r.l., eine société à responsabilité limitée mit Sitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg unter der Nummer B 164.984 hält mit Wirkung zum 06. Januar 2014 an der Gesellschaft folgende Anteile: 0 Anteile

- Bonn, Viktoria-Karree Holding S.à r.l., eine société à responsabilité limitée mit Sitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg unter der Nummer B 165.646 hält mit Wirkung zum 06. Januar 2014 an der Gesellschaft folgende Anteile: 12.500 Anteile

Référence de publication: 2014141776/17.

(140161021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Midaro Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2732 Luxembourg, 2, rue Wilson.
R.C.S. Luxembourg B 141.687.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140393/9.

(140159346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

North-East Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2732 Luxembourg, 2, rue Wilson.
R.C.S. Luxembourg B 142.814.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140402/9.

(140159345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Seniorenresidenz Poetschebirchen S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8280 Kehlen, 50A, rue de Mamer.
R.C.S. Luxembourg B 134.837.

EXTRAIT

POUVOIRS DE SIGNATURE

Lors de l'assemblée générale extraordinaire de la société tenue en date du 7 août 2014, l'associé unique a décidé de supprimer les pouvoirs de signature individuels des gérants et de leur conférer pouvoir de signature collectif à deux pour toutes les opérations en relation avec la gestion et l'engagement de la société, y compris les pouvoirs sur les comptes bancaires.

Référence de publication: 2014141739/14.

(140160974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Ticketmaster Luxembourg Holdco 5, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 37.123.661,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 142.609.

EXTRAIT

Une erreur matérielle s'est glissée lors de la publication de l'extrait déposé au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014, sous les références L140150756.

Il y avait lieu de lire que:

En date du 19 août 2014, un changement dans l'actionnariat de la société sous rubrique est intervenu de cette façon:

Ticketmaster Canada Holdings ULC, a transféré la totalité de ses parts sociales qu'elle détient dans la Société à Live Nation Luxembourg HoldCo 2 S.à r.l.

Dès lors, l'associé unique, détenant les 37.123.661 parts représentant le capital social, est à inscrire comme suit:

Live Nation Luxembourg HoldCo 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 560A rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 139.790.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Référence de publication: 2014141810/22.

(140161061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Ticketmaster Luxembourg Holdco 4, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 96.490.878,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 142.606.

—
RECTIFICATIF

Extrait

Une erreur matérielle s'est glissée lors de la publication de l'extrait déposé au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014, sous les références L140150755.

Il y avait lieu de lire que:

En date du 19 août 2014, un changement dans l'actionariat de la société sous rubrique est intervenu de cette façon:

Ticketmaster Canada Holdings ULC, a transféré la totalité de ses parts sociales qu'elle détient dans la Société à Live Nation Luxembourg HoldCo 2 S.à r.l.

Dès lors, l'associé unique, détenant les 96.490.878 parts représentant le capital social, est à inscrire comme suit:

Live Nation Luxembourg HoldCo 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 560A rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 139.790.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Référence de publication: 2014141809/23.

(140161060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Chester Investor Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 6.221.256,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 162.468.

—
EXTRAIT

Par résolution écrite en date du 3 septembre 2014 l'associé unique de la Société a:

- accepté la démission de Anja Döller en tant que membre du Conseil de Gérance de la Société (Gérant) avec effet au 29 août 2014;

- nommé Sandra Scheffen en tant que membre du Conseil de Gérance de la Société (Gérant) à partir du 30 août 2014 pour une durée indéterminée;

de sorte que le Conseil de Gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Joshua Weisenbeck, né le 17 février 1982 à New York, USA, avec adresse professionnelle au 9 West 57 Street, Suite 4200, NY 10019, New York, USA	Gérant
William J. Janetschek, né le 28 août 1961 à New York, USA, avec adresse professionnelle au 9 West 57 Street, Suite 4200, NY 10019, New York, USA	Gérant
Peter M. Stavros, né le 2 juillet 1974 à Skokie, Illinois, USA, avec adresse professionnelle au 9 West 57 Street, Suite 4200, NY 10019, New York, USA	Gérant
Dr. Wolfgang Zettel, né le 15 novembre 1962 à Constance, Allemagne, avec adresse professionnelle au 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg	Gérant
Sandra Scheffen, née le 24 janvier 1984 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec adresse professionnelle au 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg	Gérante
Dr. Jan Könighaus, né le 14 novembre 1972 à Pinneberg, Allemagne, avec adresse professionnelle au 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg	Gérant

Pour la Société

Dr. Jan Könighaus

Gérant

Référence de publication: 2014141365/31.

(140160931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Sabre Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 1.600.585,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 125.399.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 septembre 2014.

Référence de publication: 2014140487/10.

(140159352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Stern Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 53.103.

L'an deux mille quatorze, le vingt août.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

La société Bla. di. Space LP, avec siège social au 112 Capitol Trail 19711 Newark DE USA, ici représentée par Maître Cécile HESTIN, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé datée du 19 juin 2014.

Ladite procuration signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante déclare:

Qu'elle est l'actionnaire unique (l'"Actionnaire Unique") de «STERN INVESTMENTS S.A.» (la «Société»), une société anonyme luxembourgeoise ayant son siège social au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) inscrite auprès du registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 53 103, constituée suivant acte notarié en date du 5 décembre 1995, acte publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 63 daté du 5 février 1996. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte sous seing privé en date du 19 juin 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1341 en date du 6 septembre 2002.

L'Actionnaire Unique prie au notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique décide de la dissolution de la Société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide de nommer Maître Philippe Morales, avocat, demeurant professionnellement au 22 avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, en tant que seul liquidateur de la Société.

Troisième résolution

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus larges pour l'exercice de sa mission, notamment ceux prévus aux articles 144 à 148 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Le liquidateur est en outre dispensé de l'obligation de dresser un inventaire et se référera entièrement sur les livres et documents financiers de la Société.

Dont Acte, passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite par le mandataire de la personne comparante, connu par le notaire par son nom, prénom, état et demeure, il a signé avec nous, notaire, la présente minute.

Signé: C. HESTIN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 20 août 2014. Relation: EAC/25 août 2014. Relation: EAC/2014/11359. Reçu douze Euros (12.-EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014136370/42.

(140154757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2014.

Gaïa International Financial Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8049 Strassen, 2, rue Marie Curie.

R.C.S. Luxembourg B 94.621.

L'an deux mille quatorze,
le treize août

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,
est apparu:

La fondation (Stichting) de droit hollandais Stichting Gaïa International, immatriculée à la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 33093266 et ayant son siège social à De Entree 99-197 1101 HE AMSTERDAM ZUIDOOST, ici représenté par:

Monsieur Olivier KUCHLY, expert comptable, avec adresse professionnelle au 2 rue Marie Curie, L-8049 Strassen, en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée à Amsterdam (Pays-Bas), le 8 août 2014.

ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante ainsi que par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte notarié pour être soumise à la formalité de l'enregistrement.

La partie comparante est l'associé unique de «GAIA INTERNATIONAL FINANCIAL INVESTMENT S.A.», une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 94 621, constituée suivant acte notarié dressé en date du 6 juin 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 19 août 2003, sous le numéro 846 et page 40563 (la «Société»).

Les statuts de la Société ne furent pas modifiés depuis lors.

La partie comparante a reconnu être pleinement informée des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

- De transférer le siège social de la Société du 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 2 rue Marie Curie, L-8049 Strassen et de modifier en conséquence l'article DEUX (2) des statuts de la Société.

L'associé unique a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique a décidé de transférer le siège social de la Société du 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 2 rue Marie Curie, L-8049 Strassen.

Deuxième résolution

En conséquence directe de ce transfert du siège social de la Société, l'associé unique a décidé de modifier l'article DEUX (2) des statuts de la Société, comme suit:

Art. 2. «Le siège social de la Société est établi dans la commune de Strassen (Grand-Duché de Luxembourg). Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la commune de Strassen par décision du conseil d'administration. Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Dont acte, fait et passé à Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, au nouveau siège social de la Société, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: O. KUCHLY, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 août 2014. Relation: EAC/2014/11185. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014137174/50.

(140156583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2014.

Plastilux Negoce S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3598 Dudelange, 13, route de Zoufftgen.

R.C.S. Luxembourg B 163.203.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140454/9.

(140159343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Bad Kreuznach Retail Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 181.077.

EXTRAIT

Il résulte d'une cession de parts sociales du 20 juin 2014 que

1. l'associé de la Société, JDO Secretaries Limited a transféré toutes ses parts sociales à JDO Services Limited, un associé de la Société ayant son siège social au Exchange House, 1st Floor, 54-58 Athol Street, Douglas, Isle of Man IM 1JD et immatriculé sous le numéro 123482C;

2. l'associé de la Société, JDO Secretariat Services Limited a transféré toutes ses parts sociales à JDO Nominees Limited, un associé de la Société ayant son siège social au Exchange House, 1st Floor, 54-58 Athol Street, Douglas, Isle of Man IM 1JD et immatriculé sous le numéro 129006C;

3. l'associé de la Société, JDO Services Limited, a transféré

250 parts sociales de classe A

250 parts sociales de classe B

250 parts sociales de classe C

250 parts sociales de classe D

250 parts sociales de classe E

250 parts sociales de classe F

250 parts sociales de classe G

250 parts sociales de classe H

250 parts sociales de classe I

250 parts sociales de classe J et

l'associé de la Société, JDO Nominees Limited a transféré

250 parts sociales de classe A

250 parts sociales de classe B

250 parts sociales de classe C

250 parts sociales de classe D

250 parts sociales de classe E

250 parts sociales de classe F

250 parts sociales de classe G

250 parts sociales de classe H

250 parts sociales de classe I

250 parts sociales de classe J

à Cavendish Corporate Investments PCC Limited - Cell 323, un associé de la Société ayant son siège social au Elisabeth House, 3rd Floor, Ruettes Brayes, St. Peter Port, Guernsey, GY1 4HW et inscrit auprès du Registre de Guernsey sous le numéro 48974.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Dr. Jan Könighaus

Gérant

Référence de publication: 2014135975/45.

(140154751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2014.

CK Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6196 Eisenborn, 31, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 108.940.

L'an deux mille quatorze,
le vingt-deux août.

Par-devant Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher (Grand-Duché de Luxembourg) agissant en remplacement de Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg), absent, lequel dernier restera dépositaire du présent acte.

A COMPARU:

Monsieur Claude KNEPPER, agent immobilier, demeurant à L-6196 Eisenborn, 31, route de Luxembourg.

Lequel comparant est ici représenté par Peggy Simon, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 21 août 2014, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

Qu'il est l'associé unique de la société à responsabilité limitée CK Immobilière S.à r.l., avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 108.940 (NIN 2000 2401 631).

Que ladite société a été constituée suivant acte reçu par le notaire Henri BECK en date du 11 février 2000, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 327 du 5 mai 2000, et dont les statuts ont été modifiés comme suit:

- suivant acte reçu par le notaire Henri BECK en date du 9 décembre 2005, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 952 du 16 mai 2006;
- suivant acte reçu par le notaire Henri BECK en date du 30 janvier 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 714 du 26 avril 2007;
- suivant acte reçu par le notaire Henri BECK en date du 8 juillet 2008, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1889 du 31 juillet 2008;
- suivant acte reçu par le notaire Henri BECK en date du 20 octobre 2009, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2243 du 17 novembre 2009.

Que le capital social de la société s'élève à douze mille quatre cents Euros (€ 12.400.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-quatre Euros (€ 124.-) chacune, toutes attribuées à Monsieur Claude KNEPPER.

Ensuite le comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société de Luxembourg à Eisenborn et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 5. (alinéa 1^{er}). Le siège social est établi à Eisenborn.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de fixer la nouvelle adresse de la société à L-6196 Eisenborn, 31, route de Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Grevenmacher, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue du notaire instrumentant d'après ses nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. SIMON, Jacques CASTEL.

Enregistré à Echternach, le 25 août 2014. Relation: ECH/2014/1574. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): D. SPELLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 02 septembre 2014.

Référence de publication: 2014137084/51.

(140156227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2014.

WPP Luxembourg Sheridan Square S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 190.333.

—
**COMMON DRAFT TERMS OF MERGER
(PROJET COMMUN DE FUSION)
DATED 10 OCTOBER 2014**

The respective management bodies of:

(1) WPP Luxembourg Sheridan Square S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with registered office at 124, Boulevard de la Pétrusse in L-2330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg) under the number B 190333 and having a share capital of EUR 12,500 (the Acquiring Company);

AND

(2) Grey TFC LLC, a limited liability company formed under the laws of the State of Delaware, United States of America, with its principal office and effective place of management at 167, Laan op Zuid, NL-3072 DB Rotterdam, the Netherlands (the Acquired Company),

(the Acquiring Company and the Acquired Company are together referred to as the Companies),

have established these common draft terms of merger (projet commun de fusion) (the Merger Proposal) in accordance with (i) the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Luxembourg Companies Act) and the Delaware General Corporation Law (the DGCL) on the terms and subject to the conditions set out hereunder.

WHEREAS:

(A) WPP plc, the ultimate publicly traded parent company (WPP), and certain of its affiliates intend to carry out an intra-group corporate reorganisation involving the Companies (the Restructuring),

(B) As part of the Restructuring, the Companies intend to effect a merger of the Acquired Company with and into the Acquiring Company (the Merger), at the completion of which the Acquiring Company shall absorb the Acquired Company without liquidation of the Acquired Company.

(C) The Acquiring Company and the Acquired Company are both wholly-owned indirect subsidiaries of WPP.

1. The merger. The Merger will take the form of a cross-border merger whereby the Acquired Company will be absorbed and merged into the Acquiring Company so that, upon its completion, the Merger will have the following ipso jure effects: (i) all the assets and liabilities of the Acquired Company, including any rights and obligations, will be acquired by the Acquiring Company under a universal transfer of the assets and liabilities (transmission universelle de patrimoine), (ii) the Acquired Company will be dissolved without liquidation, (iii) the shares of the Acquired Company will be cancelled, and (iv) the Acquiring Company will issue new shares to WPP Sheridan Square B.V., its sole shareholder, in accordance with section XIV of the Luxembourg Companies Act, the DGCL and the Merger Proposal.

2. Name, form and registered offices of the merging companies.

2.1 Features of the Companies

The companies involved in the Merger are:

(a) the Acquiring Company is WPP Luxembourg Sheridan Square S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with registered office at 124, Boulevard de la Pétrusse in L-2330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg) under the number B 190333 and having a share capital of EUR 12,500; and

(b) the Acquired Company is Grey IFC LLC, a limited liability company formed under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its principal office and effective place of management at Laan op Zuid 167, NL-3072 DB Rotterdam, the Netherlands.

The legal form, the name and the registered office of the Acquiring Company will not change as a result of the Merger.

2.2 Relationship between the Merging Companies

The Merging Companies are wholly-owned by WPP Sheridan Square B.V., a Dutch private limited liability company (besloten vennootschap), with registered office at 167, Laan op Zuid, NL-3072 DB Rotterdam, the Netherlands, and being registered with the Rotterdam Chamber of Commerce under the number 24405240 (Sheridan Square BV).

3. Share exchange ratio. The share capital of the Acquiring Company is EUR 12,500 divided into 12,500 shares having a nominal value of EUR 1 each which have been entirely subscribed for and fully paid-up,

The membership interests of the Acquired Company are denominated in units referred to as “Shares.” The total authorized number of Shares is 500, 99 of which have not been issued and 401 of which are issued to and owned by Sheridan Square BV (each an Issued Share, together the Issued Shares). Each such Issued Share has been subscribed for and fully-paid up by Sheridan Square BV.

The exchange ratio is of 1 Issued Share of the Acquired Company against 1 shares of the Acquiring Company.

There will be no cash payment.

4. Contribution.

4.1 Valuation of the contribution

The assets and liabilities of the Acquired Company contributed to the Acquiring Company pursuant to the Merger are valued as follows and shall be recorded on the basis of their net asset value as shown in the interim balance sheet as at 30th September 2014 of the Acquiring Company, and the balance sheet as at 30th September 2014 of the Acquired Company which has been absorbed by the Acquiring Company:

- (i) Total assets: EUR 79,189,245;
- (ii) Total liabilities: BUR 342,954; and
- (iii) Net value: EUR 78,846,291.

4.2 Accounting date of the Merger

For accounting purposes, the Merger shall be deemed to have been carried out as from the 1st October 2014. Therefore, as of this date, all the transactions carried out by the Acquired Company shall be treated for accounting purposes as being carried out by the Acquiring Company.

4.3 Date of the accounts of the Companies used to establish the terms and conditions of the Merger

To establish the terms and conditions of the Merger, the board of directors of the Acquired Company has used the interim accounts as at 30th September 2014 and the board of managers of the Acquiring Company has used the interim accounts as at 30th September 2014 in accordance with article 261 (4) (e) of the Luxembourg Companies Act.

4.4 Delivery of shares to the sole shareholder of the Acquiring Company

In consideration for the contribution of the assets and liabilities of the Acquired Company, having a net asset value of EUR 78,846,291, the Acquiring Company shall increase its share capital by an amount of EUR 401, in order to bring the share capital from its present amount of EUR 12,500, represented by 12,500 shares, having a nominal value of EUR 1 each, to the amount of EUR 12,901, by way of the issuance of 401 new shares having a nominal value of EUR 1 and an aggregate value of EUR 401.

The contribution of the assets and liabilities of the Acquired Company of a net value of EUR 78,846,291 shall be allocated as follows:

- (i) an amount of EUR 401 to the share capital; and
- (ii) an amount of EUR 78,845,890 to the merger premium.

The new shares will be issued and allotted to Sheridan Square BV as of the date of completion of the Merger.

5. Special rights and advantages.

5.1 Special Rights

No special rights are currently attached to the shares of the Companies and will be attached to the new shares to be issued by the Acquiring Company, In addition, no person holds any securities (other than shares) of the Acquired Company. As a result, it is not contemplated that the Acquiring

Company will issue any shares conferring special rights or securities conferring special rights pursuant to the Merger.

5.2 Special advantages

No shareholder or member of the administrative, management, supervisory or control bodies of the Companies is granted any special advantage in connection with the Merger within the meaning of article 261 (2) (g) of the Luxembourg Companies Act.

6. Articles of association of the Acquiring Company. A copy of the articles of association of the Acquiring Company is attached hereto as Schedule 1.

The articles of association of the Acquiring Company will - other than to reflect the increase of the share capital and the issuance of new shares as a result of the Merger - not be amended upon the consummation of the Merger and will continue to have unaltered legal effect after the Merger.

7. Effect of the merger on employees of the companies. Neither the Acquiring Company nor the Acquired Company have any employees.

8. Rights of creditors of the companies. Pursuant to article 268 of the Luxembourg Companies Act, creditor's of the Acquiring Company, whose claim pre-date the date of publication of the notarial deed recording the approval of the Merger by the shareholder's extraordinary general meeting of the Acquiring Company, may, notwithstanding any agreement to the contrary, apply within two months of that publication to the judge presiding the chamber of the Tribunal

d'Arrondissement of Luxembourg dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters, to obtain adequate safeguard of collateral for any matured or unmatured debts, if they can credibly establish that due to the Merger the satisfaction of their claims is at stake and that no adequate safeguards have been obtained from the Acquiring Company.

Additional information on the exercise of the rights of the creditors of the Acquiring Company can be obtained free of charge at the address of the registered office of the Acquiring Company: 124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

9. Formalities prior to the merger.

9.1 Report related to the Merger

Sheridan Square BV, acting as sole shareholder of each of the Companies, has decided to waive any and all requirements with respect to (i) the preparation by the management bodies of each of the Companies of a detailed written report to the sole shareholder of the Companies and explaining and setting forth the legal and economic grounds of the Merger Proposal, in particular with respect to the exchange ratio, referred to in article 265(1) of the Luxembourg Companies Act, and (ii) the information referred to in article 265(2) of the Luxembourg Companies Act regarding any material change in respect of the assets and liabilities of the Companies which may occur between the date of this Merger Proposal and the date of the passing of the shareholder resolutions of the Acquiring Company approving the Merger.

9.2 independent experts

Sheridan Square BV, acting as sole shareholder of each of the Companies, has decided to waive any and all requirements with respect to having the Merger Proposal examined by one or several independent expert(s) (experts) indépendant(s)) (the Independent Expert(s)) and the preparation of written reports of the Independent Expert(s) to the sole shareholder of the Companies regarding, inter alia, the determination of the exchange ratio, in accordance with article 266(5) of the Luxembourg Companies Act.

9.3 Documents made available to the shareholders

The Companies shall make available to Sheridan Square BV, as soon as possible after the signature of the Merger Proposal, and at least one month prior to the date of the general meeting of the shareholder called to decide on the Merger Proposal, at its registered office, pursuant to article 267 of the Luxembourg Companies Act:

- (i) the Merger Proposal;
- (ii) the annual accounts, and the management reports, as the case may be, for the financial years ending 2013, 2012 and 2011 of the Acquired Company; and
- (iii) the interim accounts as at 30th September 2014 of the Acquired Company and the interim accounts as at 30th September 2014 of the Acquiring Company.

9.4 Publication of the Merger Proposal

The Merger Proposal shall be published in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), at least one month prior to the date of the general meeting of the shareholder of the Companies called to decide on the Merger Proposal,

10. Completion and effects of the merger.

10.1 Completion of the Merger

The Merger shall, in accordance with article 273ter (1) of the Luxembourg Companies Act, take effect between the Companies and shall become effective towards third parties from the date of publication in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) of the minutes of the general meeting of the sole shareholder of the Acquiring Company which approves the Merger as well as when all the actions required by the Merger Proposal have been taken (the Completion Date).

For the avoidance of doubt, the extraordinary general meeting of the sole shareholder of the Acquiring Company shall be held before a Luxembourg notary public and the minutes of such extraordinary general meeting shall be recorded in a notarial deed.

10.2 Effects of the Merger

The Merger shall have the following consequences ipso jure at the Completion Date:

- (i) the universal transfer of all of the assets and liabilities of the Acquired Company to the Acquiring Company;
- (ii) the issuance of the shares of the Acquiring Company to the sole shareholder of the Acquired Company, as provided for by clause 4.4 hereof; and
- (iii) the dissolution without liquidation of the Acquired Company,

10.3 Delivery of the title instruments

At the Completion Date, all title instruments, agreements, documents and others, concerning the assets and rights of the Acquired Company shall be delivered to the Acquiring Company.

11. Miscellaneous.

11.1 Formalities - powers - costs

The Acquiring Company shall proceed with all of the formalities necessary to give full effect to the Merger and to the contribution of the assets and liabilities of the Acquired Company to the Acquiring Company,

As from the Completion Date, the Acquiring Company (at its own costs) shall proceed with all formalities which are within the Acquiring Company's control that are necessary to give full effect to the Merger.

Full powers are granted to the members of the management bodies of the Companies, as well as to any lawyer or employee of Allen & Overy, société en commandite simple in order to carry out all filings, notifications and publications necessary for the Merger,

The costs, rights and fees related to the Merger, whether resulting directly or indirectly therefrom, will be borne by the Acquiring Company.

11.2 Nullification of the Merger

If the Merger is not approved by the general meetings of shareholders of the Companies before the 31st March 2015, the Merger will be considered null and void.

11.3 Language

This Merger Proposal is worded in English followed by a French translation, the French translation being required for Luxembourg law purposes.

11.4 Execution - originals

This Merger Proposal shall be executed in two (2) originals.

This Merger Proposal may be executed in as many counterparts as there are parties thereto, each of which shall be deemed an original, but all of which together shall constitute one and the same instrument.

11.5 Applicable law and jurisdiction

This Merger Proposal is governed by and shall be construed in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Any dispute arising from this Merger Proposal shall be submitted exclusively to the competent courts of the District of the city of Luxembourg.

(French translation to follow)

Les organes de gestion respectifs de:

(1) WPP Luxembourg Sheridan Square S.à r.l., une société à responsabilité limitée (société à responsabilité limitée) de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 124, boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg, Grand-duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B 190333 (Registre du commerce et des sociétés du Luxembourg) et ayant un capital social de 12.500 EUR (la Société Absorbante);

ET

(2) Grey TEC LLC, une société à responsabilité limitée formée en vertu des lois de l'État du Delaware, aux États-Unis d'Amérique, ayant son principal établissement et siège d'administration centrale au 167, Laan op Zuid, NL -3072 DB Rotterdam, aux Pays-Bas (la Société Acquise),

(la Société Absorbante et la Société Acquise sont ensemble dénommées les Sociétés),

ont conclu ce projet commun de Fusion (le Projet de Fusion) conformément aux (i) dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les sociétés du Luxembourg) et la Delaware General Corporation Law (la DGCL) selon les termes et sous réserve des conditions énoncées ci-après.

CONSIDERANT QUE:

(A) WPP plc., la société mère holding cotée (WPP), et certaines de ses filiales ont l'intention de procéder à une réorganisation intra-groupe impliquant les Sociétés (la Restructuration).

(B) Dans le cadre de la Restructuration, les Sociétés envisagent de procéder à une fusion de la Société Acquise avec et dans la Société Absorbante (la Fusion), à l'issue de laquelle la Société Absorbante absorbera la Société Acquise sans liquidation de la Société Acquise.

(C) La Société Absorbante et la Société Acquise sont des filiales indirectes détenues à 100% par WPP.

1. La fusion. La Fusion prendra la forme d'une fusion transfrontalière selon laquelle la Société Acquise sera absorbée et fusionnée avec la Société Absorbante de telle sorte que, une fois finalisée, la Fusion aura les effets de plein droit suivants: (i) tous les actifs et passifs de la Société Acquise, y compris les droits et obligations éventuels, seront acquis par la Société Absorbante en vertu d'une transmission universelle des actifs et passifs (transmission universelle de patrimoine), (ii) la Société Acquise sera dissoute sans liquidation, (iii) les parts d'intérêt de la Société Acquise seront annulées, et (iv) la Société Absorbante émettra de nouvelles parts sociales à WPP Sheridan Square B.V., son associé unique, conformément à la section XIV de la Loi sur les sociétés du Luxembourg, la DGCL et le projet de Fusion,

2. Nom, forme et siège social des sociétés fusionnantes.

2.1 Caractéristiques des Sociétés

Les Sociétés impliquées dans la Fusion sont les suivantes:

(a) la Société Absorbante est WPP Luxembourg Sheridan Square S.à r.l., une société à responsabilité limitée (société à responsabilité limitée) de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 124, boulevard de la Pétrusse au L-2330

Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B 190333 (Registre de commerce et des sociétés» Luxembourg) et ayant un capital social de 12.500 EUR; et

(b) la Société Acquise est Grey IFC LLC, une société à responsabilité limitée formée selon les lois de l'Etat du Delaware, aux Etats-Unis d'Amérique, ayant son principal établissement et siège d'administration centrale au Laan op Zuid 167, NL-3072 DB Rotterdam, aux Pays-Bas.

La forme juridique, le nom et le siège social de la Société Absorbante ne changeront pas à la suite de la Fusion,

2.2 Relation entre les Sociétés Fusionnantes

Les Sociétés Fusionnantes sont la propriété exclusive de WPP Sheridan Square B.V., une société à responsabilité limitée de droit néerlandais (besloten vennootschap), ayant son siège social au 167, Laan op Zuid, NL-3072 DB Rotterdam, aux Pays-Bas, et étant immatriculée à la Chambre de Commerce de Rotterdam sous le numéro 24405240 (Sheridan Square BV).

3. Rapport d'échange établi pour les parts. Le capital social de la Société Absorbante est de 12.500 EUR divisé en 12.500 parts, ayant une valeur nominale de 1 EURO chacune, qui ont été entièrement souscrites et entièrement libérées.

Les parts d'intérêts de la Société Acquise sont libellées sous forme d'unité intitulées "Parts". Le nombre total autorisé de Parts est de 500, dont 99 n'ont pas été émises et 401 ont été émises et sont détenues par Sheridan Square BV (chacune une Part Emise, ensemble les Parts Emises), Chaque Part Emise a été souscrite et libérée par Sheridan Square BV.

Le rapport d'échange est de 1 Part Emise de la Société Acquise contre 1 part de la Société Absorbante,

Il n'y aura aucun paiement en espèces.

4. Contribution.

4.1 Evaluation de la contribution

Les actifs et passifs de la Société Acquise contribués à la Société Absorbante en vertu de la Fusion sont évalués comme suit et doivent être enregistrés comptablement sur la base de leur actif net comme indiqué au bilan provisoire au 30 septembre 2014 de la Société Absorbante, et au bilan provisoire au 30 septembre 2014 de la Société Acquise qui a été absorbée par la Société Absorbante:

(i) Total de l'actif: 79.189.245 EUR;

(ii) Total du passif: 342.954 EUR; et

(iii) Valeur nette: 78.846.291 EUR.

4.2 Date de comptabilité de la Fusion

A des fins comptables, la Fusion est réputée avoir été réalisée à partir du 1^{er} octobre 2014, Par conséquent, à compter de cette date, toutes les opérations effectuées par la Société Acquise doivent être traitées, à des fins comptables, comme ayant été effectuées par la Société Absorbante.

4.3 Date d'arrêté des comptes des Sociétés utilisée pour établir les modalités de la Fusion.

Pour établir les modalités de la Fusion, le conseil d'administration de la Société Acquise a utilisé des comptes intermédiaires au 30 septembre 2014 et le conseil de gérance de la Société Absorbante a utilisé des comptes intermédiaires au 30 septembre 2014, conformément à l'article 261 (4) (e) de la Loi sur les sociétés du Luxembourg,

4.4 Remise de parts sociales à l'associé unique de la Société Absorbante

En contrepartie de l'apport des actifs et passifs de la Société Acquise, ayant une valeur d'actif net de 78.846.291 EUR, la Société Absorbante augmentera son capital social d'un montant de 401 EUR, afin de porter le capital social de son montant actuel de 12.500 EUR, représenté par 12.500 parts sociales ayant une valeur nominale de 1 EURO chacune, à un montant de 12.901 EUR, au moyen de l'émission de 401 nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de 1 EUR et une valeur totale de 401 EUR.

L'apport des actifs et passifs de la Société Acquise, ayant une valeur totale d'actif net de 78,846,291 EUR, sera réparti comme suit:

(i) un montant de 401 EUR au capital social; et

(ii) un montant de 78.845.890 EUR à la prime de Fusion.

Les nouvelles parts sociales seront émises et allouées à Sheridan Square BV à la date de réalisation de la Fusion.

5. Droits spéciaux et avantages particuliers.

5.1 Droits spéciaux

Aucun droit spécial n'est actuellement attaché aux parts des Sociétés et aucun droit spécial ne sera attaché aux nouvelles parts sociales devant être émises par la Société Absorbante. En outre, aucune personne ne détient aucun titre (autre que des parts) de la Société Acquise. En conséquence, il n'est pas envisagé que la Société Absorbante émette des parts conférant des droits spéciaux ou des titres conférant des droits spéciaux en vertu de la Fusion.

5.2 Avantages particuliers

Aucun associé ou membre des organes d'administration, de gestion, de surveillance ou de contrôle des Sociétés ne bénéficie d'aucun avantage particulier dans le cadre de la Fusion au sens de l'article 261 (2) (g) de la Loi sur les sociétés du Luxembourg,

6. Statuts de la société absorbante. Une copie des statuts de la Société Absorbante est jointe en tant qu'Annexe 1.

Les statuts de la Société Absorbante ne seront - sauf pour tenir compte de l'augmentation de capital et de l'émission des nouvelles parts sociales à la suite de la Fusion - pas modifiés lors de la réalisation de la Fusion et continueront à avoir un effet juridique inchangé après la Fusion.

7. Effet de la fusion sur les employés des sociétés. Ni la Société Absorbante, ni la Société Acquisée n'ont d'employés.

8. Droits des créanciers des sociétés. Conformément à l'article 268 de la Loi sur les sociétés du Luxembourg, les créanciers de la Société Absorbante, dont les revendications sont antérieures à la date de publication de l'acte notarié constatant l'approbation de la Fusion par l'assemblée générale extraordinaire de l'associé de la Société Absorbante, peuvent, nonobstant toute convention contraire, saisir dans les deux mois de la publication le juge président la chambre du Tribunal d'Arrondissement du Luxembourg chargé des affaires commerciales et siégeant en référé, pour obtenir la constitution de mesures adéquates de protection de créances échues ou non échues, s'ils peuvent démontrer de manière crédible que, en raison de la Fusion, la satisfaction de leurs revendications est en jeu et qu'aucune mesure adéquate de protection n'a été obtenue auprès de la Société Absorbante.

Des informations supplémentaires sur l'exercice des droits des créanciers de la Société Absorbante peuvent être obtenues gratuitement à l'adresse du siège social de la Société Absorbante: 124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand-duché du Luxembourg.

9. Formalités effectuées avant la fusion.

9.1 Rapport relatif à la Fusion

Sheridan Square BV, agissant en tant qu'associé unique de chacune des Sociétés, a décidé de renoncer à toutes les exigences en matière (i) d'élaboration, par les organes de gestion de chacune des Sociétés, d'un rapport écrit détaillé à l'associé unique des Sociétés, expliquant et énonçant les motifs juridiques et économiques du projet de Fusion, en particulier en ce qui concerne le rapport d'échange, visé à l'article 265(1) de la Loi sur les sociétés du Luxembourg, et (ii) des informations visées à l'article 265(2) de la Loi sur les sociétés du Luxembourg en ce qui concerne tout changement important en ce qui concerne les actifs et les passifs des Sociétés qui pourrait se produire entre la date du présent projet de Fusion et la date de l'adoption des résolutions par l'associé unique de la Société Absorbante approuvant la Fusion,

9.2 Experts indépendants

Sheridan Square BV, agissant en tant qu'associé unique de chacune des Sociétés, a décidé de renoncer à toutes les exigences en ce qui concerne l'examen du projet de Fusion par un ou plusieurs expert(s) indépendants(s) (expert(s) indépendants)) (les expert(s) indépendants)) et la préparation de rapports écrits par le ou les experts) indépendant(s) destinés à l'associé unique des Sociétés en ce qui concerne entre autres, la détermination du taux de change, conformément à l'article 266(5) de la Loi sur les sociétés du Luxembourg,

9.3 Documents mis à la disposition des associés

Les Sociétés doivent mettre à la disposition de Sheridan Square BV, dès que possible après la signature du projet de Fusion, et au moins un mois avant la date de l'assemblée générale de l'associé convoquée pour se prononcer sur le projet de Fusion, à son siège social, conformément à l'article 267 de la Loi sur les sociétés du Luxembourg:

(i) le projet de Fusion;

(ii) les comptes annuels et les rapports de gestion, selon le cas, pour les exercices financiers se terminant en 2013, 2012 et 2011 de la Société Acquisée; et

(iii) les états comptables intermédiaires au 30 septembre 2014 de la Société Acquisée et les états comptables intermédiaires au 30 septembre 2014 de la Société Absorbante,

9.4 Publication du projet de Fusion

Le projet de Fusion doit être publié, dans le Mémorial C, Recueil des sociétés et associations, au moins un mois avant la date de l'assemblée générale de l'associé des Sociétés convoquée pour se prononcer sur le projet de Fusion,

10. Réalisation et effets de la fusion.

10.1 Réalisation de la Fusion

La Fusion doit, conformément à l'article 273ter (1) de la Loi sur les sociétés du Luxembourg, prendre effet entre les Sociétés et vis-à-vis des tiers à compter de la date de publication dans le Mémorial C, Recueil des sociétés et associations du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de la Société Absorbante qui approuve la Fusion et lorsque toutes les mesures requises par le projet de Fusion ont été prises (la Date de Réalisation).

Pour éviter tout doute, l'assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de la Société Absorbante devra être tenue devant un notaire luxembourgeois et le procès-verbal de cette assemblée générale extraordinaire devra être conquis dans un acte notarié.

10.2 Effets de la Fusion

La Fusion aura de plein droit (ipso jure) les conséquences suivantes à la Date de Réalisation:

- (i) la transmission universelle de l'ensemble des actifs et passifs de la Société Acquise à la Société Absorbante;
- (ii) l'émission des parts sociales de la Société Absorbante à l'associé unique de la Société Acquise, telle que prévue par l'article 4.4 ci-dessus; et
- (iii) la dissolution sans liquidation de la Société Acquise.

10.3 Livraison des instruments de titre

A la Date de Réalisation, tous les instruments de titre, accords, documents et autres, concernant les biens et les droits de la Société Acquise doivent être transmis à la Société Absorbante.

11. Divers.

11.1 Formalités - pouvoirs - coûts

La Société Absorbante doit procéder à toutes les formalités nécessaires pour donner plein effet à la Fusion et à l'apport des actifs et passifs de la Société Acquise à la Société Absorbante.

A partir de la Date de Réalisation, la Société Absorbante (à ses propres frais) doit procéder à toutes les formalités qui sont sous le contrôle de la Société Absorbante, nécessaires pour donner plein effet à la Fusion.

Pleins pouvoirs sont accordés à tout membre des organes de gestion des Sociétés ou à tout avocat ou employé de l'étude Allen & Overy, société en commandite simple, pour s'acquitter de tous les dépôts, publications et notifications nécessaires à la Fusion.

Les frais, droits et honoraires liés à la Fusion, qu'ils en résultent directement ou indirectement, seront pris en charge par la Société Absorbante,

11.2 Annulation de la Fusion

Si la Fusion n'est pas approuvée par les assemblées générales des associés des Sociétés avant le 31 mars 2015, la Fusion sera considérée comme nulle et non avenue.

11.3 Langue

Ce projet de Fusion est rédigé en anglais et suivi par une traduction en français, la traduction française étant requise aux fins du droit luxembourgeois.

11.4 Exécution - originaux

Ce projet de Fusion doit être exécuté en deux (2) originaux.

Ce projet de Fusion peut être exécuté en autant d'exemplaires que de parties à ladite Fusion, chacun devant être considéré comme un original, mais tous ensemble constituant un seul et même instrument.

11.5 Loi applicable et juridiction

Ce projet de Fusion est régi par le droit luxembourgeois.

Tous litiges opposant les Sociétés résultant de ou en rapport avec ce projet de Fusion seront exclusivement et définitivement tranchés par les tribunaux luxembourgeois.

THE ACQUIRING COMPANY

WPP Luxembourg Sheridan Square S.à r.l. / Grey IFC LLC

By: Anne Ehrismann / Astrid van Heulen-Mulder

Manager / President, Secretary and Treasurer

Schedule 1

ARTICLES OF ASSOCIATION OF THE ACQUIRING COMPANY

Chapter I. - Name - Duration - Object - Registered office

Art. 1. Name and duration. There exists a société a responsabilité limitée (private limited liability company) by the name of WPP Luxembourg Sheridan Square S.à r.l. (the Company) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and particularly by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of shareholdings in any company or enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those shareholdings.

The Company may use its funds to invest in real estate, to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to receive or grant licenses on intellectual property rights and to grant to or for the benefit of companies

in which the Company has a direct or indirect shareholding and to group companies, any assistance including assistance of a financial nature, loans, advances or guarantees.

The Company may carry out any industrial or commercial activity which directly or indirectly favours the realisation of its object.

The Company may borrow from companies in which the Company has a direct or indirect shareholding and/or from group companies and proceed to the private issue of bonds and debentures.

Art. 3. Registered office. The Company has its registered office in the city of Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office of the Company may be transferred within the limits of the municipality of its registered office by simple resolution of the managers).

The Company may have offices and branches both in Luxembourg and abroad,

Chapter II. - Share capital

Art. 4. Capital. The Company's subscribed share capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand and five hundred Euro), represented by 12,500 (twelve thousand and five hundred) shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) per share.

The subscribed share capital may be changed at any time by resolution of the shareholders' meeting deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Art. 5. Shares. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Vis-à-vis the Company, the Company's shares are indivisible and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company,

The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders will not bring the Company to an end.

Art. 6. Transfer of shares. If there is a single shareholder, the Company's shares are freely transferable to non-shareholders.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the subscribed share capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the survivors.

Art. 7. Redemption of shares. The Company shall have power, subject to due observance of the provisions of the Law, to acquire shares in its own capital.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Chapter III. - Management - Meetings of the board of managers - Representation - Authorised signatories

Art. 8. Management. The Company is managed by one or more managers. In case of plurality of managers, they constitute a board of managers. The manager(s) need not be shareholders). The manager(s) is/are appointed by the general meeting of shareholders, The general meeting of shareholders may at any time and ad nutum (without having to state any reason) revoke and replace the managers).

The general meeting of shareholders shall decide on the remuneration and the terms and conditions of appointment of each of the managers.

Art. 9. Meetings of the board of managers. Meetings of the board of managers are convened by any member of the board of managers.

The managers will be convened separately to each meeting of the board of managers. Except in cases of urgency which will be specified in the convening notice, at least eight days' written notice of board of managers' meetings shall be given.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the convening notice.

The notice may be waived by the consent in writing or by facsimile or by any other suitable telecommunication means of each manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by facsimile or by any other suitable telecommunication means another manager as his proxy.

A manager may represent more than one of his colleagues, provided however that at least two managers are present at the meeting.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can validly debate and take decisions only if the majority of its members is present or represented.

Decisions of the board of managers are taken by a majority of the votes cast.

In case of urgency, resolutions signed by all managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile, telex or by any other suitable telecommunication means.

Art. 10. Representation - Authorised signatories. In dealing with third parties, the manager(s) shall have the powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the general meeting of shareholders fall within the scope of competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

In case of a single manager, the Company shall be bound by the sole signature of the manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signatures of any two members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine the agent's responsibilities and his remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 11. Liability of managers. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company, so long as such commitment is in compliance with the Articles as well as the applicable provisions of the Law.

Chapter IV. - Secretary

Art. 12. Appointment of a secretary. A secretary may be appointed by a resolution of a general meeting of the shareholders of the Company (the Secretary).

The Secretary, who may but need not be a manager, shall have the responsibility to act as clerk of the meetings of the board of managers and, to the extent practical, of the meetings of the shareholders, and to keep the records and the minutes of the board of managers and of the meetings of the shareholders and their transactions in a book to be kept for that purpose, and he shall perform like duties for all committees of the board of managers (if any) when required. He shall have the possibility to delegate his powers to one or several persons provided that he shall remain responsible for the tasks so delegated.

The Secretary shall have the power and authority to issue certificates and extracts on behalf of the Company to be produced in court or, more generally, vis-à-vis any third parties and to be used as official documents.

Chapter V. - General meetings of shareholders

Art. 13. General meetings of shareholders. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares he owns. Each shareholder has voting rights commensurate to the number of shares he owns. Collective decisions are validly taken insofar as they are adopted by partners representing more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Resolutions of shareholders can, instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall sign the resolution. Resolutions passed in writing on one or several counterparts in lieu of general meetings shall have the force of resolutions passed at a general meeting of shareholders,

Chapter VI. - Financial year - Financial statement - Profit sharing

Art. 14. Financial year. The Company's financial year begins on January first and ends on December thirty-first of each year.

Art. 15. Financial statements. Each year the books are closed and the board of managers (or the sole manager as the case may be) prepares the financial statements of the Company (including a balance sheet, a profit and loss accounts and the notes to the annual accounts) in accordance with the relevant Luxembourg legal provisions.

Art. 16. Inspection of documents. Each shareholder may inspect the above financial statements at the Company's registered office.

Art. 17. Appropriation of profits - Reserves. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance may be distributed to the shareholders) commensurate to his/their shareholding in the Company. The general meeting of shareholders shall, subject to applicable law, have power to make payable one or more interim dividends.

Chapter VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 18. Dissolution. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Art. 19. Liquidation. Upon the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, whether shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who will determine their powers and remuneration,

Chapter VIII. - Audit

Art. 20. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Law, the Company must appoint a statutory auditor (commissaire aux comptes) only when it has more than 25 shareholders. An external auditor (réviseur d'entreprises) needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Chapter IX. - Governing law

Art. 21. Reference to Legal Provisions. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

Suit la version française du texte qui précède

Titre I. - Nom - Durée - Objet- Siège

Art. 1^{er}. Nom et durée. Il existe une société à responsabilité limitée sous le nom de WPP Luxembourg Sheridan Square S.à r.l. (ci-après la Société) qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et plus particulièrement par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) ainsi que par les présents statuts (ci-après les Statuts).

La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet d'accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans toute société ou entreprise sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra investir dans des immeubles et créer, administrer, développer et céder ses avoirs actuels et futurs et notamment un portefeuille se composant de titres de toute origine, constituer, développer et contrôler toute entreprise ou société, acquérir par investissement, souscription, prise ferme ou option d'achat tous titres et droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, se voir accorder ou accorder des licences sur des droits de propriété intellectuelle et accorder aux sociétés dans lesquelles la Société détient une participation directe ou indirecte et à des sociétés de son groupe, ou au profit de celles-ci, toute assistance, y compris des prêts, avances ou garanties.

La Société peut accomplir toutes opérations industrielles ou commerciales favorisant directement ou indirectement l'accomplissement et le développement de son objet social.

La Société peut emprunter à des sociétés dans lesquelles la Société détient une participation directe ou indirecte et/ou à des sociétés de son groupe et procéder à l'émission privée d'obligations de toute nature.

Art. 3. Siège social. Le siège de la Société est établi à Luxembourg ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution prise en assemblée générale extraordinaire des associés statuant comme en matière de changement des Statuts.

L'adresse du siège social de la Société peut être transférée dans les limites de la commune de son siège social par simple décision du ou des gérants.

La Société peut ouvrir des bureaux et des succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social

Art. 4. Capital. Le capital social souscrit de la Société est fixé à 12,500 EUR (douze mille cinq cents Euro), représenté par 12,500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune.

Le capital social souscrit pourra à tout moment être modifié moyennant résolution de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modifications des Statuts,

Art. 5. Parts sociales. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif ainsi que des bénéfices de la Société.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 6. Cession des parts sociales. S'il y a un associé unique, les parts sociales détenues par l'associé unique sont librement cessibles aux tiers.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne sont cessibles entre vifs à des tiers, non associés, qu'avec l'approbation préalable des associés représentant au moins trois quarts du capital social souscrit. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Art. 7. Rachat de parts sociales. La Société pourra, dans le respect des dispositions de la Loi, racheter les parts sociales de son propre capital social.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales de son propre capital social ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale des associés statuant comme en matière de modification des Statuts.

Titre III. - Gérance - Réunions du conseil de gérance - Représentation - Signatures autorisées

Art. 8. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. En cas de pluralité de gérants, ils constituent un conseil de gérance. Le ou les gérants n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés par l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nulum (sans devoir justifier d'une raison) révoquer et remplacer te ou les gérants.

L'assemblée générale des associés statue sur la rémunération et les termes du mandat de chacun des gérants. Article 9. Réunions du conseil de gérance

Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par l'un quelconque des membres du conseil.

Les gérants seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil de gérance. Excepté en cas d'urgence qui seront spécifiés dans la convocation, le délai de convocation sera d'au moins huit jours.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Les réunions sont tenues aux lieu, jour et heure spécifiés dans la convocation.

Il peut être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant donné par lettre, télécopie ou tout autre moyen de télécommunication approprié. Aucune convocation spéciale n'est requise pour des réunions tenues à-une date et à un endroit prévus dans une planification de réunions préalablement adoptée par résolution du conseil de gérance.

Chaque gérant peut participer à une réunion en nommant comme son mandataire un autre gérant par lettre, télécopie ou tout autre moyen de télécommunication approprié.

Un gérant peut représenter plus d'un de ses collègues, à la condition toutefois qu'au moins deux gérants participent à la réunion.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant au conseil puissent communiquer mutuellement. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les résolutions du conseil de gérance sont prises à la majorité des voix exprimées.

En cas d'urgence, les résolutions signées par tous les gérants produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du conseil de gérance dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur des documents séparés ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent résulter de lettres, télécopies, télex ou tout autre moyen de télécommunication approprié.

Art. 10. Représentation - Signatures autorisées. Vis-à-vis des tiers, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et son éventuelle rémunération, la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

Art. 11. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent en raison de sa/leur position, aucune responsabilité personnelle pour un engagement valablement pris par lui/eux au nom de la Société, aussi longtemps que cet engagement est conforme aux Statuts et aux dispositions applicables de la Loi.

Titre IV. - Secrétaire

Art. 12. Nomination d'un secrétaire. Un secrétaire peut être nommé suivant une résolution de l'assemblée générale des associés de la Société (le Secrétaire).

Le Secrétaire, qui peut mais ne doit pas nécessairement être un gérant, aura la responsabilité d'agir en tant que clerc des réunions du conseil de gérance et, dans la mesure où cela paraît utile, de l'assemblée des associés et de garder les procès-verbaux et les minutes du conseil de gérance et de l'assemblée des associés et de toutes leurs transactions dans un registre tenu à cette fin. Il effectuera, si nécessaire, des fonctions similaires pour tous les comités du conseil de gérance (s'il y en a). Il aura la possibilité de déléguer ses pouvoirs à une ou plusieurs personnes, étant entendu qu'il conserve la responsabilité des tâches qu'il aura déléguées.

Le Secrétaire aura le pouvoir et l'autorité d'émettre des certificats et des extraits pour le compte de la Société qui pourront être produits en justice, ou, de manière générale, à l'égard de tous tiers et qui seront utilisés comme documents officiels.

Titre V. - Assemblée générale des associés

Art. 13. Assemblées générales des associés. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé a le droit d'assister aux assemblées générales des associés quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix proportionnel au nombre de parts qu'il possède. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions portant sur la modification des Statuts ou la dissolution et liquidation de la Société ne pourront être prises qu'avec l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la Loi.

Les résolutions des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'une assemblée générale des associés, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé signera la ou les résolutions. Des résolutions passées par écrit et reprises sur un document unique ou sur plusieurs documents séparés auront le même effet que des résolutions prises lors d'une assemblée générale des associés.

Chapitre VI. - Exercice social - Comptes annuels - Répartition

Art. 14. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 15. Comptes annuels. Chaque année, les livres sont clos et le Conseil de Gérance (ou le gérant unique le cas échéant) prépare les comptes annuels de la Société (composés d'un bilan, d'un compte de pertes et profits et d'annexes aux comptes annuels), conformément aux dispositions législatives luxembourgeoises applicables.

Art. 16. Inspection des documents. Chaque associé peut prendre connaissance des comptes annuels susmentionnés au siège social de la Société.

Art. 17. Distribution des bénéfices - Réserves. Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à l'établissement de la réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde peut être distribué aux associés en proportion de la participation qu'ils détiennent dans la Société. L'assemblée générale des associés a, sous réserve des dispositions légales applicables, le pouvoir de faire payer un ou plusieurs dividendes intérimaires.

Titre VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 18. Dissolution. La Société peut à tout moment être dissoute par résolution prise en l'assemblée générale des associés statuant comme en matière de changement des Statuts.

Art. 19. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leur rémunération.

Titre VIII. - Vérification des comptes

Art. 20. Commissaire aux comptes - Réviseur d'entreprises. Conformément à l'article 200 de la Loi, la Société doit nommer un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé lorsque l'exemption prévue par les articles 256 et 215 de la Loi n'est pas applicable.

Titre IX. - Loi applicable

Art. 21. Référence aux dispositions légales. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il en est fait référence aux dispositions de la Loi.

Référence de publication: 2014159410/667.

(140180701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2014.

SM International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 170.663.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140534/9.

(140158929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Sireo Immobilienfonds No.4 SICAV-FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 100.893.

Im Jahr zweitausendvierzehn,
am fünfundzwanzigsten Tag des Monats September.

Vor Uns, Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in SASSENHEIM, Großherzogtum Luxemburg,

sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds "Sireo Immobilienfonds No. 4 SICAV-FIS", mit Sitz in 4a, Rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Handelsregisternummer Luxembourg B. 100.893, gegründet gemäß Urkunde, aufgenommen durch den unterzeichneten Notar am 24. Mai 2004, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, am 10. Juni 2004, Nummer 595, zuletzt geändert durch Urkunde des unterzeichneten Notars vom 26. Juni 2012, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 31. Juli 2012, Nummer 1901, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Sitzung wird eröffnet um 16.30 Uhr.

Als Vorsitzender der Generalversammlung amtiert Herr Tobias Lochen, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in 10, boulevard G.D. Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Zum Schriftführer wird bestellt Herr Alexander Wagner, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in 10, boulevard G.D. Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Die Versammlung bestellt als Stimmzähler Herrn Peter Audesirk, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in 10, boulevard G.-D. Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Bericht des Vorsitzenden

Der Vorsitzende berichtet und die Versammlung stellt fest:

1. Die Aktionäre sowie deren bevollmächtigte Vertreter sind unter Angabe des Namens, Vornamens, des Datums der Vollmachten sowie der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste mit ihrer Unterschrift eingetragen. Die Anwesenheitsliste wird durch den Vorsitzenden abgeschlossen und durch den Verwaltungsvorstand gezeichnet. Sie wird dem gegenwärtigen Protokoll nebst den darin erwähnten Vollmachten, welche durch die Erschienenen "ne varietur" paraphiert wurden, beigelegt bleiben, um mit demselben einregistriert zu werden.

2. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital bestehend aus 37.578,050 (in Worten: siebenunddreißigtausendfünfhundertachtundsiebzig Komma null fünf null) voll eingezahlten Aktien bei der gegenwärtigen Versammlung vertreten ist. Da alle Aktionäre oder deren Vertreter erklären, dass sie die Tagesordnung kennen und auf die gesetzliche und statutarische Einberufung verzichten, ist somit die gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten und befugt, über nachstehende Tagesordnung zu beschließen.

3. Die gegenwärtige Versammlung hat zur Tagesordnung:

Tagesordnung

Einziger Tagesordnungspunkt:

Neufassung der Satzung ohne Anpassung des Geschäftszwecks Nach Beratung fasst die Generalversammlung dann einstimmig folgenden einzigen Beschluss:

Einziger Beschluss

Die Generalversammlung beschließt die Satzung ohne Anpassung des Geschäftszwecks wie folgt neuzufassen:

"Definitionen"

"Acquisition Fee"	Die von der Gesellschaft gemäß der Managementvereinbarung bei dem Erwerb einer Immobilie an den AIFM zu zahlende Gebühr.
"AIF"	Ein alternativer Investmentfonds wie in der AIFM Richtlinie definiert.
"AIFM Board"	Das ordnungsgemäß zusammengesetzte Board der Direktoren des AIFM.
"AIFM Richtlinie"	Richtlinie 2011/61/EU des europäischen Parlaments und des Rates über die Verwalter alternativer Investmentfonds und zur Änderung der Richtlinien 2003/41/EG und 2009/65/EG und der Verordnungen (EG) Nr. 1060/2009 und (EU) Nr. 1095/2010.
"AIFM Verordnung"	Delegierte Verordnung (EU) Nr. 231/2013 der Kommission vom 19. Dezember 2012 zur Ergänzung der Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf Ausnahmen, die Bedingungen für die Ausübung der Tätigkeit, Verwahrstellen, Hebelfinanzierung, Transparenz und Beaufsichtigung.
"AIFM oder Verwalter alternativer Investmentfonds"	CORPUS SIREO Investment Management S.à r.l. in seiner/ihrer Funktion als Verwalter alternativer Investmentfonds der Gesellschaft.
"Aktie"	Eine Aktie der Gesellschaft
"Aktionär"	Ein Investor, der ein Subscription Agreement unterzeichnet und Aktien erworben hat. Jeder Aktionär gilt zugleich auch als Investor im Sinne dieser Satzung.
"Aktionärsgruppe"	Aktionäre, die gemäß Richtlinie 83/349/EWG des Rates über den konsolidierten Abschluss oder gemäß anerkannten internationalen Bilanzierungsvorschriften gemeinsam in einen konsolidierten Abschluss einzubeziehen sind.
"Aktionärsversammlung"	Eine ordentliche oder außerordentliche Aktionärsversammlung der Gesellschaft.
"Anlageausschuss"	Ausschuss zur Beratung des Verwaltungsrats, der sich aus Vertretern von Aktionären der Gesellschaft zusammensetzt und formell vom Verwaltungsrat bestellt wird.
"Asset Management Fee"	Die von der Gesellschaft gemäß der Managementvereinbarung an den AIFM zu zahlende laufende Gebühr.
"Bankarbeitstag"	Jeder Tag, an dem die Banken in Luxemburg für den Geschäftsverkehr geöffnet sind.
"Bewertungstag"	Ein Tag, zu dem der Nettoinventarwert je Aktie bestimmt wird.
"Bindungszeitraum"	Der Zeitraum, in dem alle Investoren gemäß Subscription Agreement dazu verpflichtet sind, einer Zahlungsaufforderung der Gesellschaft nachzukommen und der am 20. August 2008 endete.
"Closing"	Die von dem Verwaltungsrat bestimmten Tage, an denen die Subscription Agreements von den Investoren unterzeichnet werden und die Zulassung von Investoren durch die Gesellschaft erfolgt.
"Einzahlungsaufforderung"	Die Aufforderung der Gesellschaft an einen Investor, einen prozentualen Anteil seiner durch das Subscription Agreement gemachten Kapitalzusage gegen Ausgabe von Aktien an die Gesellschaft zu zahlen.
"Emissionsdokument"	Das Emissionsdokument der Gesellschaft in seiner jeweils gültigen Fassung.
"Erstemissionsphase"	Der vom Verwaltungsrat festgelegte und im Emissionsdokument angegebene Zeitraum, während dessen die Gesellschaft Aktien zum Erstemissionspreis ausgibt.
"Geregelter Markt"	Ein regelmäßig betriebener, regulierter, anerkannter und der Öffentlichkeit zugänglicher Markt.
"Gesellschaft"	Die Sireo Immobilienfonds No. 4 SICAV-FIS.
"Gesetz vom 13. Februar 2007"	Das luxemburgische Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds ("Fonds d'investissement spécialisé"), sowie ggf. dessen Nachfolgegesetzgebung.
"Gesetz von 2013"	Das luxemburgische Gesetz vom 12. Juli 2013 die Verwalter alternativer Investmentfonds betreffend, in seiner jeweils gültigen Fassung.
"Immobilien"	Alle Vermögensgegenstände welche unter dem geltenden luxemburgischen Recht als Immobilienwerte (valeurs immobilières) angesehen werden, insbesondere Grundstücke und Gebäude, unmittelbare und mittelbare Beteiligungen an

	Immobilien-gesellschaften und grundstücksgleiche Rechte wie im Emissionsdokument beschrieben.
"Immobilien-sachverständiger"	Von der Gesellschaft ernannter unabhängiger Sachverständiger, der die Bewertung der Immobilienanlagen der Gesellschaft vornimmt.
"Institutioneller Investor"	Ein institutioneller Investor im Sinne der in Artikel 7 dieser Satzung enthaltenen Definition.
"Investor"	Ein Institutioneller Investor, der ein Subscription Agreement unterzeichnet hat.
"Kapitalzusage"	Die durch den Investor gegenüber der Gesellschaft durch Unterzeichnung des Subscription Agreements eingegangene Verpflichtung, den im Subscription Agreement angegebenen Geldbetrag in die Gesellschaft einzuzahlen.
"Managementgebühr"	Von der Gesellschaft gemäß der Managementvereinbarung an den AIFM zu zahlende Asset Management Fee, Acquisition Fee, Sales Fee und Performance Fees.
"Managementvereinbarung"	Die zwischen der Gesellschaft und dem AIFM zu schließende Vereinbarung, durch welche der AIFM mit Beratungs- und Property Management Aufgaben in die Umsetzung der Anlagepolitik der Gesellschaft einbezogen wird, sowie mit der Übernahme von Tätigkeiten im Zusammenhang mit der Vermögensverwaltung der Gesellschaft beauftragt wird. Der AIFM kann unter den in der Managementvereinbarung festgelegten Bedingungen und auf eigene Kosten sich von Dritten beraten lassen oder seine Aufgaben auf Dritte übertragen.
"Nettoinventarwert"	Der gemäß Artikel 12 bestimmte Nettoinventarwert der Gesellschaft.
"Offene Kapitalzusagen"	Der Anteil der Kapitalzusagen der Investoren gemäß dem Subscription Agreement, der noch nicht eingefordert und an die Gesellschaft gezahlt wurde.
"Performance Fees"	Die von der Gesellschaft unter den Voraussetzungen des gemäß der Managementvereinbarung an den AIFM zu zahlenden Gewinnbeteiligungen.
"Qualifizierte Mehrheit"	76 % und mehr aller im Umlauf befindlichen Aktien.
"Restkapitalzusage"	Die innerhalb des Bindungszeitraums nicht abgerufene Kapitalzusage, zu deren Zahlung ein Investor sich über den Bindungszeitraum hinaus verpflichtet hat.
"Sales Fee"	Die von der Gesellschaft gemäß der Managementvereinbarung bei dem Verkauf einer Immobilie an den AIFM zu zahlende Gebühr.
"Satzung"	Diese Satzung der Gesellschaft.
"Säumiger Investor"	Ein von der Gesellschaft gemäß Artikel 8 für säumig erklärter Investor.
"Subscription Agreement"	Die zwischen dem Investor und der Gesellschaft geschlossene Vereinbarung, durch die sich der Investor verpflichtet, bis zu einem bestimmten Höchstbetrag Aktien zu zeichnen, wobei dieser Betrag in voller Höhe oder in Teilbeträgen gegen Ausgabe von Aktien an die Gesellschaft zu zahlen ist, wenn der Investor eine Einzahlungsaufforderung erhält, und durch die sich die Gesellschaft ihrerseits verpflichtet, voll eingezahlte Aktien an den Investor auszugeben, soweit die Kapitalzusage des Investors in Anspruch genommen und bezahlt wird.
"Verbundenes Unternehmen"	Bezeichnet in Bezug auf eine Person ein Unternehmen, wenn (i) dieses an der Person unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50 % beteiligt ist oder unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss auf diese Person ausüben kann oder (ii) umgekehrt die Person an dem Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50 % beteiligt ist oder auf dieses unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann oder (iii) eine dritte Person sowohl an der Person als auch dem Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu jeweils mindestens mehr als 50 % beteiligt ist oder auf beide unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann.
"Vertreter des Anlageausschusses"	Jedes Mitglied des Anlageausschusses.
"Verwahrstelle"	Die Bank, welche von der Gesellschaft als Verwahrstelle im Sinne des Gesetzes vom 13. Februar 2007 ernannt wird.
"Verwaltungsrat"	Der Verwaltungsrat der Gesellschaft.

Titel I. Name - Geschäftssitz - Laufzeit - Geschäftszweck

Art. 1. Name. Zwischen den Zeichnern und denjenigen, welche Eigentümer von zukünftig ausgegebenen Aktien werden können, besteht eine Aktiengesellschaft ("société anonyme") in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital ("société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé") mit dem Namen "Sireo Immobilienfonds No. 4 SICAV-FIS". Bei der Gesellschaft handelt es sich gemäß des Gesetzes von 2013 um einen AIF und sie unterliegt daher Teil II des Gesetzes von 2007.

Art. 2. Geschäftssitz. Geschäftssitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Tochtergesellschaften, Zweigstellen und sonstige Geschäftsstellen können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden. Der Geschäftssitz kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb Luxemburg-Stadt geändert werden.

Art. 3. Laufzeit. Vorbehaltlich Artikel 33 wird die Gesellschaft für einen Zeitraum von 15 Jahren ab dem 20. August 2004 errichtet. Die Laufzeit der Gesellschaft kann auf Vorschlag des Verwaltungsrats zweimal um je ein weiteres Jahr verlängert werden. Jeder dieser Verlängerungsanträge des Verwaltungsrats bedarf der Zustimmung der Aktionärsversammlung mit Qualifizierter Mehrheit. Eine weitere Verlängerung der Gesellschaft auf Vorschlag des Verwaltungsrates nach Ablauf dieser beiden Verlängerungen auf bestimmte oder unbestimmte Zeit erfordert einen einstimmigen Beschluss der Aktionäre.

Art. 4. Geschäftszweck. Ausschließlicher Zweck der Sireo Immobilienfonds No. 4 SICAV-FIS ist

a) der direkte Erwerb von Immobilien und die Entwicklung, Verwaltung, der Betrieb, die Vermietung und der Verkauf von ihr gehaltener Immobilien;

b) der Erwerb und das Halten von Anteilen an einer oder mehreren Gesellschaften oder anderen Investitionsvehikeln, deren Zweck es ist (nach ihrer Satzung oder ihren sonstigen konstituierenden Dokumenten), Immobilien zu erwerben und von ihnen gehaltene Immobilien zu entwickeln, verwalten, betreiben, vermieten und/ oder verkaufen sowie Investitionsvehikel mit solcher Zweckbestimmung zu finanzieren, vorausgesetzt, dass die Immobilien direkt oder indirekt von der Sireo Immobilienfonds No. 4 SICAVFIS gehalten werden; die Sireo Immobilienfonds No. 4 SICAV-FIS kann solche Anteile direkt oder indirekt über eine oder mehrere Investitionsvehikel mit solcher Zweckbestimmung erwerben und halten; und/ oder

c) die Finanzierung einer oder mehrerer Investitionsvehikel im Sinne von Buchst. b) und/ oder die Gewährung von Sicherheiten (z.B. Garantien oder Patronatserklärungen) zugunsten dieser Investitionsvehikel, vorausgesetzt, dass die Immobilien direkt oder indirekt von der Sireo Immobilienfonds No. 4 SICAV-FIS gehalten werden,

mit dem Ziel, den Aktionären Erträge aus der Verwaltung, Bewirtschaftung und Veräußerung der Immobilien zukommen zu lassen. Die Gesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte abzuschließen, die sie zur Erfüllung und Entwicklung ihres Geschäftszwecks für nützlich hält, wie z.B. Geschäfte zur Absicherung von Währungs- und/ oder Zinsrisiken, soweit dies nach dem Gesetz vom 13. Februar 2007 zulässig ist.

Titel II. Kapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 5. Kapital.

(1) Das Kapital der Gesellschaft besteht aus voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem gesamten Nettoinventarwert der Gesellschaft gemäß Artikel 12.

(2) Das Anfangskapital der Gesellschaft beträgt EUR 50.000,- und besteht aus fünf Aktien ohne Nennwert.

(3) Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt EUR 1.250.000,- (in Worten: eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro). Das Mindestkapital ist innerhalb von sechs Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen zu erreichen.

Art. 6. Form der Aktien.

(1) Die Aktien werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben.

Alle von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien werden im Aktienregister eingetragen, das von der Gesellschaft bzw. von einer oder mehreren von der Gesellschaft ernannten Personen geführt wird. Dieses Verzeichnis enthält den Namen von jedem Aktionär, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie seinen Geschäftssitz, den er der Gesellschaft angegeben hat. Die Eintragung der Namen der Aktionäre in das Aktienregister belegt deren Eigentumsrecht an diesen Aktien. Jeder Aktionär erhält schriftlich eine Bestätigung, dass die Aktien auf seinen Namen im Aktienregister eingetragen sind. Die Übertragung einer Aktie erfolgt durch Unterzeichnung einer datierten, schriftlichen Übertragungserklärung durch den Käufer und den Veräußerer, beziehungsweise von diesen bevollmächtigte Personen und die Eintragung ins Aktienregister. Die Gesellschaft kann auch andere Formen des Nachweises für eine Aktienübertragung akzeptieren, wenn sie diese für geeignet hält; auch in diesem Fall ist eine Eintragung in das Aktienregister vorzunehmen.

Die Eintragung in das Aktienregister wird von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Gesellschaft bzw. von einer oder mehreren anderen vom Verwaltungsrat entsprechend bevollmächtigten Personen unterzeichnet.

Aktien sind vorbehaltlich der Bestimmungen in Artikel 11 frei übertragbar.

(2) Aktionäre teilen der Gesellschaft eine Anschrift mit, an die alle Mitteilungen und Bekanntmachungen zu senden sind. Diese Anschrift wird ebenfalls ins Aktienregister eingetragen. Falls ein Aktionär die Angabe einer Anschrift unterlässt, kann die Gesellschaft dies im Aktienregister vermerken. In diesem Falle gilt bis zur Angabe einer Anschrift durch den Gesellschafter der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft zu bestimmende und ins Aktienregister einzutragende Anschrift als Anschrift des Aktionärs. Ein Aktionär kann seine im Aktienregister eingetragene Anschrift jederzeit durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft ändern.

(3) Falls mehrere Personen als Inhaber einer Aktie eingetragen sind, gilt der im Aktienregister zuerst genannte Inhaber als Vertreter aller Mitinhaber und wird alleine als Inhaber dieser Aktie behandelt, insbesondere ist nur er zum Erhalt von Mitteilungen der Gesellschaft berechtigt.

(4) Die Gesellschaft kann sich für die Ausgabe von Aktienbruchteilen entscheiden. Solche Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt, berechtigen den Inhaber jedoch anteilmäßig zur Teilhabe am Gesellschaftsvermögen.

Art. 7. Ausgabe und Verkauf von Aktien. Aktien werden nur an institutionelle Investoren ausgegeben, die ein Subscription Agreement unterzeichnet haben. Die Anzahl der Aktionäre darf zu keinem Zeitpunkt 30 übersteigen.

Als "Institutionelle Investoren" gelten die folgenden Investorentypen:

a) Institutionelle Investoren *stricto sensu*, wie Banken, und andere professionelle Investoren der Finanzbranche, Versicherungen, Rückversicherungen; Sozialversicherungseinrichtungen, Pensionsfonds, Pensionskassen und Industrie-, Wirtschafts- und Finanzkonzerne, die jeweils in eigenem Namen Aktien zeichnen. Diese Institutionellen Investoren müssen jeweils Strukturen zur Verwaltung ihrer eigenen Vermögenswerte vorweisen.

b) Kreditinstitute und andere professionelle Investoren der Finanzbranche, die Anlagen in eigenem Namen aber für Rechnung Institutioneller Investoren (wie unter Punkt a) definiert) tätigen.

c) Kreditinstitute und andere professionelle Investoren der Finanzbranche, die in Luxemburg oder einem anderen Land ihren Sitz haben und Anlagen in eigenem Namen aber für Rechnung Nicht-Institutioneller Investoren über einen treuhänderischen Vermögensverwaltungsvertrag tätigen.

d) In Luxemburg oder einem anderen Land gegründete Organismen für gemeinsame Anlagen, deren Investoren als Institutionelle Investoren qualifizieren oder in Luxemburg oder einem anderen Land gegründete Organismen für gemeinsame Anlagen, unabhängig davon, ob deren Investoren als Institutionelle Investoren qualifizieren, insofern diese Organismen für gemeinsame Anlagen keine Rückkäufe tätigen dürfen, bei denen der Rückkaufpreis mittels Sachwerten ausgezahlt werden kann.

e) Holdinggesellschaften oder ähnliche Rechtsträger mit Sitz in Luxemburg oder einem anderen Land, deren Anteilseigner Institutionelle Investoren nach Maßgabe der obigen Absätze sind.

f) Gebietskörperschaften (z.B. Regionen, Provinzen, Kantone, Kommunen, Städte), soweit sie eigene Mittel anlegen.

Die folgenden Investorentypen können unter Umständen als Institutionelle Investoren qualifizieren:

g) Holdinggesellschaften oder ähnliche Rechtsträger, die in Luxemburg oder einem anderen Land gegründet wurden, unabhängig davon, ob die Anteilseigner Institutionelle Investoren sind, vorausgesetzt, sie verfügen tatsächlich über wirtschaftliche Substanz und ordnungsgemäße Strukturen und Aktivitäten, indem sie bedeutende Finanzbeteiligungen halten.

h) Holdinggesellschaften in Form eines „Familienbetriebs“ oder Rechtsträger ähnlicher Art, die in Luxemburg oder einem anderen Land gegründet sind, unabhängig davon ob die Anteilseigner Institutionelle Investoren sind, vorausgesetzt, eine Familie oder ein Zweig einer Familie hält über sie bedeutende Finanzbeteiligungen. Personen, die Aktien an der Gesellschaft halten, verpflichten sich, ihre Aktien weder an US-Personen noch an Nicht-Institutionelle Investoren zu verkaufen oder zu übertragen.

Während der vom Verwaltungsrat festgelegten Erstemissionsphase wurden die Aktien der Gesellschaft zu einem von dem Verwaltungsrat bestimmten und im Emissionsdokument veröffentlichten Preis ausgegeben. Nach Ablauf des Bindungszeitraums und in den Fällen, in denen der jeweilige Investor sich verpflichtet seine Restkapitalzusage zu leisten, werden die Aktien zum letzten ermittelten Nettoinventarwert je Aktie ausgegeben, der gemäß Artikel 12 nach den vom Verwaltungsrat jeweils festgelegten Grundsätzen berechnet wurde, insofern die nachfolgenden Bedingungen kumulativ erfüllt werden:

1. der Einzahlungsprozentsatz aller Investoren zum Zeitpunkt der Ermittlung des letzten ermittelten Nettoinventarwertes ist identisch mit dem Einzahlungsprozentsatz zum Zeitpunkt der Aktienaussgabe;

2. das Kapital wird tatsächlich nur im Verhältnis der (offenen) Kapitalzusagen der Investoren abgerufen und eingezahlt und es gibt insbesondere keinen säumigen Investor;

3. im Zeitpunkt der maßgeblichen Kapitaleinforderung hat keiner der Investoren Aktien an Dritte übertragen.

Sofern eine dieser Bedingungen nicht erfüllt ist, werden die Aktien zu dem zum Zeitpunkt der Aktienaussgabe festgestellten Nettoinventarwert je Aktie ausgegeben. In diesem Fall können sich die Einzahlungsprozentsätze der Investoren im Verhältnis zueinander verschieben.

Liegt der jeweilige Nettoinventarwert jedoch nicht vor, nachdem Investoren bereits einer Einzahlungsaufforderung folgeleistend Zahlungen erbracht haben, kann der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien nach Treu und Glauben einen vorläufigen Nettoinventarwert bestimmen, auf Basis dessen die Aktien ausgegeben werden. Dieser vorläufige Nettoinventarwert kann durch einen Anpassungsaufschlag von bis zu 10 % erhöht werden, insofern dies im alleinigen Ermessen des Verwaltungsrats zur eventuellen Anpassung der Aktienaussgabe nach Vorliegen des jeweiligen Nettoinventarwerts erforderlich ist. Nach Vorliegen dieses Nettoinventarwerts werden dann die gegebenenfalls erforderlichen Anpassungen - grundsätzlich in der Form von Ausgabe weiterer Aktien, welche den Aktionären im Gegenzug ihrer verbleibenden Ansprüche im Aktienregister der Gesellschaft gutgeschrieben werden - vorgenommen.

Während des Zeitraums, in welchem die Berechnung des Nettoinventarwerts gemäß Artikel 13 dieser Satzung ausgesetzt wurde, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass keine Aktien ausgegeben werden. Jedoch kann der Verwal-

tungsrat im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien von der vorhergehenden Regelung Gebrauch machen, insofern dies insbesondere im Hinblick auf den Erwerb von Anlagen für die Gesellschaft und im Zusammenhang mit dem Abschluss bereits beschlossener Transaktionen erforderlich ist.

Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder leitenden Angestellten der Gesellschaft bevollmächtigen, Zeichnungen anzunehmen, Zahlungen für neu auszugebende Aktien entgegenzunehmen und die Aktien zuzustellen.

Art. 8. Säumiger Investor. Zahlt ein Investor innerhalb des vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitraums entgegen seiner Kapitalzusage nicht, obwohl ihm eine entsprechende schriftliche Einzahlungsaufforderung an die im Subscription Agreement (beziehungsweise im Aktienregister) verzeichnete Anschrift zugesandt wurde, kann die Gesellschaft den betreffenden Investor zum Säumigen Investor erklären, mit der Folge, dass:

a) von dem Säumigen Investor die Zahlung einer Entschädigung an die Gesellschaft in Höhe von 10 % seiner gesamten Kapitalzusage gefordert wird; und

b) Ausschüttungen an den Säumigen Investor aufgerechnet oder zurückgehalten werden, bis alle der Gesellschaft geschuldeten Beträge von ihm vollständig eingezahlt sind.

Daneben kann der Verwaltungsrat auf Empfehlung des Anlageausschusses (in dem Aktionäre aus der Aktionärsgruppe des Säumigen Investors insoweit kein Stimmrecht haben) folgende Maßnahmen ergreifen:

1) Zwangsrücknahme der Aktien des Säumigen Investors durch die Gesellschaft gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von 90 % des Nettoinventarwerts der betroffenen Aktien bzw. (falls dieser Betrag niedriger ist) 90 % des ursprünglichen Ausgabepreises dieser Aktien an den betreffenden Aktionär, wobei der Rücknahmepreis erst im Zeitpunkt der Beendigung der Gesellschaft ausgezahlt wird;

2) Einräumung des Rechts an die Nicht-Säumigen Investoren, die Aktien des Säumigen Investors anteilig zu einem Preis in Höhe von 90 % des Nettoinventarwerts der maßgeblichen Aktien zu kaufen, nachdem die Gesellschaft die Aktien zurückgekauft hat;

3) Kündigung oder Verringerung der Kapitalzusage des Säumigen Investors; oder

4) Ausschöpfung aller sonstigen durch die Rechtsordnung zur Verfügung gestellten Möglichkeiten.

Den Aktionären kann eine weitere Einzahlungsaufforderung zugesandt werden, um den durch den Säumigen Investor entstandenen Ausfall auszugleichen (wobei diese nicht die Offene Kapitalzusage der jeweiligen Aktionäre überschreiten darf), und durch Beschluss der Aktionäre mit Qualifizierter Mehrheit können neue Investoren zur Gesellschaft zugelassen werden, welche an Stelle des Säumigen Investors Einzahlungen zu leisten haben.

Art. 9. Rücknahme von Aktien, Rücknahmeaufschub, Aussetzung der Rücknahme.

(1) Jeder Aktionär kann verlangen, dass ihm gegen Rückgabe von Aktien sein Anteil am Gesellschaftsvermögen aus diesem ausgezahlt wird.

(2) Verlangt der Aktionär, dass ihm gegen Rückgabe von Aktien sein Anteil am Gesellschaftsvermögen ausgezahlt wird, so kann die Gesellschaft die Rückzahlung bis zum Ablauf eines Jahres nach Vorlage der Aktien zur Rücknahme verweigern, wenn die Bankguthaben und der Erlös aus Barmitteln, Geldmarktinstrumenten und börsennotierten Wertpapieren ("Liquide Mittel") zur Zahlung des Rücknahmepreises und zur Sicherstellung einer ordnungsgemäßen laufenden Bewirtschaftung nicht ausreichen oder nicht sogleich zur Verfügung stehen.

Reichen nach Ablauf dieser Frist die Liquididen Mittel nicht aus, so sind Vermögensgegenstände der Gesellschaft zu veräußern. Bis zur Veräußerung dieser Vermögensgegenstände zu angemessenen Bedingungen, längstens jedoch vier Jahre nach Vorlage von Aktien zur Rücknahme, kann die Gesellschaft die Rücknahme verweigern. Nach Ablauf dieser Frist kann die Gesellschaft Vermögensgegenstände ohne Beachtung der Beleihungsgrundsätze und über den im Emissionsdokument genannten Fremdkapitalanteil von circa 50 % hinaus, höchstens jedoch bis zu 75 % des mittleren Wertes der Vermögenswerte auf konsolidierter Basis, beleihen, um die Mittel zur Rücknahme der Aktien zu beschaffen. Sie ist verpflichtet, Belastungen, soweit diese die im Emissionsdokument genannte Belastungsgrenze überschreiten, abzulösen, sobald dies zu angemessenen Bedingungen möglich ist. Wird die Rücknahme nach den Vorschriften dieses Absatzes aufgeschoben, so ist der Rücknahmepreis zum Zeitpunkt der tatsächlich durchgeführten Rücknahme zu bestimmen.

Der Rücknahmepreis je Aktie entspricht bei jeder Rücknahme dem Nettoinventarwert je Aktie.

(3) Die Gesellschaft darf die Rücknahme der Aktien aussetzen, wenn außergewöhnliche Umstände gemäß Artikel 13 vorliegen, die eine Aussetzung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre erforderlich erscheinen lassen. Die Gesellschaft wird der CSSF die Entscheidung zur Aussetzung der Rücknahme unverzüglich anzeigen. Die Gesellschaft wird die Aktionäre durch eine schriftliche Bekanntmachung an die im Aktienregister angegebene Anschrift über die Aussetzung und die Wiederaufnahme der Rücknahme der Aktien unterrichten. Falls ein Rücknahmeantrag gestellt wurde, welcher bis zum Datum der Wiederaufnahme der Rücknahme der Aktien nicht schriftlich bei der Gesellschaft widerrufen wurde, wird der Antrag gemäß den geltenden Bestimmungen abgerechnet.

(4) Aktien die zurückgekauft wurden, werden annulliert.

(5) Der Rücknahmepreis je Aktie wird innerhalb von dreißig Bankarbeitstagen nach der tatsächlich durchgeführten Rücknahme gezahlt.

Art. 10. Beschränkungen des Eigentums an Aktien. Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien personenbezogen beschränken oder verhindern, wenn das Eigentum nach Ansicht des Verwaltungsrats der Gesellschaft schaden könnte

oder einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Rechtsvorschriften darstellen könnte oder wenn die Gesellschaft hierdurch den Gesetzen (beispielsweise den Steuergesetzen) eines anderen Staates als Luxemburg unterworfen sein könnte.

Insbesondere kann der Verwaltungsrat das Eigentum von US-Personen und Nicht-Institutionellen Investoren (jeweils im Sinne der in diesem Artikel verwendeten Definition) beschränken und die Gesellschaft kann zu diesem Zweck:

a) die Ausgabe von Aktien bzw. die Eintragung einer Übertragung von Aktien verweigern, wenn es Anhaltspunkte gibt, dass diese Eintragung bzw. Übertragung dazu führt, dass US-Personen oder Nicht-institutionelle Investoren rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an Aktien erwerben; und

b) von einer Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist, bzw. einer Person, die sich um die Eintragung der Übertragung von Aktien ins Aktienregister bemüht, verlangen, dass sie der Gesellschaft jegliche Informationen beibringt - und deren Richtigkeit an Eides Statt versichert -, die die Gesellschaft für notwendig hält, um entscheiden zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien dieses Aktionärs bei einer US-Person oder einem Nicht-Institutionellen Investor liegt oder ob sich aus der betreffenden Eintragung ein wirtschaftliches Eigentum von US-Personen bzw. nicht-institutionellen Investoren ergeben würde; und

c) von einem Aktionär verlangen, seine Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft innerhalb von zwanzig Bankarbeitstagen den entsprechenden Verkauf nachzuweisen, wenn der Verwaltungsrat Anhaltspunkte dafür hat, dass eine US-Person oder ein Nicht-institutioneller Investor entweder alleine oder in Verbindung mit einer anderen Person der wirtschaftliche Eigentümer von Aktien ist. Hält der betreffende Aktionär sich nicht an diese Anweisung, kann die Gesellschaft zwangsweise alle von diesem Aktionär gehaltenen Aktien zurücknehmen oder den Zwangsverkauf durch diesen Aktionär verlangen, und zwar auf folgende Art und Weise:

(i) Der Verwaltungsrat stellt dem Aktionär, der solche Aktien hält bzw. im Aktienregister als Eigentümer der zu kaufenden Aktien eingetragen ist, eine zweite Mitteilung zu (nachstehend "Kaufmitteilung" genannt), in der die wie oben ausgeführt zu kaufenden Aktien und die Berechnungsweise des Kaufpreises angegeben sind. Jede dieser Mitteilungen kann dem Aktionär zugesandt werden, indem sie an die im Aktienregister der Gesellschaft eingetragene Anschrift des betreffenden Aktionärs adressiert werden. Mit Ablauf des Tages, der in der Kaufmitteilung angegeben wird, endet die Eigentümerstellung des Aktionärs hinsichtlich der in dieser Mitteilung angegebenen Aktien, und sein Name wird aus dem Aktienregister gestrichen.

(ii) Der für jede Aktie zu zahlende Preis (nachstehend "Kaufpreis" genannt), entspricht dem gemäß Artikel 12 berechneten Nettoinventarwert je Aktie am Bewertungstag, der dem vom Verwaltungsrat für die Rücknahme der Aktien bestimmten Zeitpunkt der Kaufmitteilung unmittelbar vorangeht, abzüglich der in Artikel 12 vorgesehenen Kosten und Gebühren.

(iii) Der Kaufpreis wird dem früheren Eigentümer der betreffenden Aktien normalerweise in Euro gezahlt und wird nach der endgültigen Bestimmung des Kaufpreises zur Zahlung an den betreffenden Eigentümer bei einer Bank in Luxemburg oder an einem anderen, in der Kaufmitteilung bestimmten, Ort hinterlegt. Mit Zugang der Kaufmitteilung verliert der frühere Eigentümer, mit Ausnahme des Rechts auf Erhalt des unverzinsten Kaufpreises von der betreffenden Bank, jegliche Rechte an diesen Aktien sowie jegliche Rechte und Ansprüche gegen die Gesellschaft und hinsichtlich deren Vermögens. Alle einem Aktionär gemäß diesem Artikel gegen die Gesellschaft zustehenden Forderungen, die nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum geltend gemacht werden, fallen an die Gesellschaft zurück und können nicht mehr geltend gemacht werden. Der Verwaltungsrat ist dazu ermächtigt, jeweils alle zur Vollendung des Heimfalls notwendigen Schritte zu unternehmen, und diese Maßnahmen im Namen der Gesellschaft zu genehmigen.

(iv) Die Ausübung der in diesem Paragraphen der Gesellschaft eingeräumten Rechte kann nicht mit der Begründung angezweifelt oder für unwirksam erklärt werden, dass das Eigentum einer Person an Aktien ungenügend nachgewiesen wurde oder dass das Eigentum an den Aktien tatsächlich von jemand anderem gehalten wurde, als von der Gesellschaft am Tag der Kaufmitteilung angenommen, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft in gutem Glauben gehandelt hat.

Der in diesen Paragraphen verwendete Begriff "US-Person" steht für Staatsbürger der USA oder Personen mit ständigem Wohnsitz in den USA bzw. nach den Gesetzen von US-Bundesstaaten, Territorien oder Besitzungen der USA gegründete Kapital- oder Personengesellschaften oder Nachlassvermögen bzw. Trusts außer Nachlässen bzw. Treuhandverhältnissen, deren Einkommen aus Quellen außerhalb der USA bei der Berechnung des Bruttoeinkommens für US-Einkommensteuerzwecke nicht berücksichtigt wird, oder jegliche Firmen, Gesellschafter oder andere Rechtsgebilde - unabhängig von Nationalität, Domizil, Standort und Geschäftssitz -, wenn gemäß dem jeweils geltenden Einkommensteuerrecht der USA deren Besitz einer oder mehreren US-Personen bzw. in der unter dem US-Securities Act von 1933 erlassenen Regulation S oder dem US-Internal Revenue Code von 1986 in seiner jeweils letzten Fassung als "US-Personen" definierten Personen zugeschrieben wird.

Der Begriff "US-Person" schließt weder die Zeichner von Aktien, die bei Gründung der Gesellschaft ausgegeben werden, ein, solange diese Zeichner diese Aktien halten, noch die Wertpapierhändler, die Aktien im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien durch die Gesellschaft zu Vertriebszwecken erwerben.

Der Begriff "Nicht-Institutioneller Investor", so wie in dieser Satzung verwendet, umfasst alle natürlichen und juristischen Personen, die nicht als "Institutionelle Investoren" im Sinne der in Artikel 7 ausgeführten Definition gelten können.

Personen, die Aktien an der Gesellschaft halten, verpflichten sich, ihre Aktien weder an US-Personen noch an Nicht-Institutionelle Investoren zu verkaufen oder zu übertragen.

Art. 11. Übertragung von Aktien.

(1) Jede Verfügung über Aktien bedarf nicht der Zustimmung der übrigen Aktionäre. Aktien können lediglich an Institutionelle Investoren übertragen werden. Verfügung ist insbesondere der Verkauf, der Tausch, die Übertragung, der Transfer und die Abtretung von Aktien. Jegliche (subsidiäre) Haftung für ausstehende Kapitaleinzahlungen oder andere Beträge durch den Aktionär nach Verfügung über die Aktien ist ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung von Veräußerer und Erwerber). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für den Veräußerer auf den Erwerber über.

(2) Eine Verfügung ist grundsätzlich nur möglich, wenn es sich beim Erwerber der Aktien um Institutionelle Investoren handelt. Hierzu gehören unter anderem Versicherungen, Sozialversicherungsträger, Pensionsfonds, Pensionskassen, Kapitalanlagegesellschaften, Stiftungen sowie Kreditinstitute. Andere potentielle Erwerber können akzeptiert werden, sofern sie über die entsprechende Bonität (Investmentgrade-Rating) oder über ausreichende geeignete Sicherheiten verfügen und als "Institutionelle Investoren" im Sinne der in Artikel 7 dieser Satzung aufgeführten Definition qualifizieren.

(3) Für den Fall der Verfügung über Aktien wird den übrigen Aktionären ein Vorkaufsrecht eingeräumt. Vor jeder Verfügung gemäß dem in Absatz 5 näher beschriebenen Verfahren über Aktien hat der Verfügende die in Rede stehenden Aktien zu den gleichen Bedingungen den übrigen Aktionären anzubieten und/oder den übrigen Aktionären die Möglichkeit einzuräumen, selbst einen neuen Aktionär für die Aktien zu bestimmen. Sofern die Aktionäre von diesem Angebot nicht binnen zwei Monaten Gebrauch machen, kann die Veräußerung an den von dem Veräußernden bestimmten Dritten erfolgen.

(4) Soweit und solange Aktien zum Sicherungsvermögen eines Aktionärs gehören, darf über diese Aktien nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes bestellten Treuhänders oder seines Stellvertreters verfügt werden.

(5) Ein Aktionär (nachstehend "Verkaufender Aktionär" genannt), der einige oder sämtliche von ihm gehaltene Aktien (nachstehend "Angebotene Aktien" genannt) an einen anderen Aktionär oder einen Dritten (nachstehend "Dritter" genannt) verkaufen will, muss dem Verwaltungsrat diese Tatsache mitteilen und Einzelheiten zu den angebotenen Aktien (insbesondere Kaufpreis je Aktie, Zahl der Angebotenen Aktien) angeben, wobei die Bedingungen dieses Angebots bei Annahme endgültig und bindend sein müssen. Der Verwaltungsrat bietet die angebotenen Aktien innerhalb von zehn Bankarbeitstagen nach Erhalt dieser Mitteilung im Verhältnis zur von jedem Aktionär gehaltenen jeweiligen Anzahl von Aktien den anderen Aktionären an. Die Angebotenen Aktien werden zu einem Preis je Aktie und zu denselben Bedingungen angeboten, wie sie der Dritte angeboten hatte (nachstehend "Vereinbarte Bedingungen" genannt), und das Angebot steht über einen Zeitraum von zwanzig Bankarbeitstagen zur Annahme offen (nachstehend "Annahmezeitraum" genannt).

a) Bei Annahme eines Angebots teilt jeder Aktionär dem Verwaltungsrat die Anzahl der Angebotenen Aktien mit, für die er das Angebot annimmt, und ob er willens ist, weitere Angebotene Aktien zu kaufen und wie viele, falls nicht alle anderen Aktionäre das Angebot annehmen.

b) Falls nicht alle Aktionäre das Angebot vollständig annehmen, werden die überschüssigen Angebotenen Aktien an die Aktionäre verkauft, die gemäß Punkt a) im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Aktien ihre Bereitschaft bekundet haben, weitere Angebotene Aktien zu kaufen. Wenn nur ein Aktionär das Angebot annimmt, können alle Angebotenen Aktien an diesen Aktionär verkauft werden.

c) Der Verwaltungsrat benachrichtigt spätestens fünf Bankarbeitstage nach dem Ende des Annahmezeitraums den Verkaufenden Aktionär über die Anzahl der Angebotenen Aktien, zu deren Kauf sich die anderen Aktionäre verpflichtet haben. Der Verkaufende Aktionär verkauft dementsprechend diese Anzahl von Angebotenen Aktien an die anderen Aktionäre und kann die restlichen Angebotenen Aktien an den Dritten verkaufen, vorausgesetzt, dass dieser Verkauf innerhalb von zwanzig Bankarbeitstagen nach dem Annahmezeitraum für die anderen Aktionäre und gemäß den Vereinbarten Bedingungen erfolgt.

d) Solange ein Aktionär noch ausstehende Verpflichtungen gemäß dem Subscription Agreement zu erfüllen hat, können Verkauf, Abtretung oder Übertragung der von dem betreffenden Aktionär gehaltenen Aktien nicht rechtswirksam werden, sofern der jeweilige Übertragungsempfänger oder Zessionar sich nicht schriftlich verpflichtet, die Bedingungen des Subscription Agreements einzuhalten, indem er eine Beitrittsurkunde ausfertigt.

(6) Für die Einräumung, Abtretung, Verpfändung oder Gewährung von Sicherheiten an Aktien gelten die vorstehenden Vorschriften entsprechend.

(7) Absätze 3 und 5 gelten nicht für Ausgleichsabtretungen, die ein Investor, der beim ersten Closing ein Subscription Agreement unterzeichnet hat oder Aktien vor der Einzahlungsaufforderung erworben hat ("Erst-Investor"), gemäß diesem Subscription Agreement vornimmt. Eine Ausgleichsabtretung entspricht der Übertragung von Aktien durch einen Erst-Investor an einen Investor, der beim weiteren Closing ein Subscription Agreement unterzeichnet hat ("Neuer Investor"), bei der nächst folgenden Einzahlungsaufforderung, um Erst-Investoren und Neue Investoren gleichzustellen.

Art. 12. Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie.

(1) Soweit erforderlich und im Rahmen des Luxemburger Rechts zulässig wird der Nettoinventarwert je Anteil unter der Verantwortung des AIFM durch die Zentralverwaltungsstelle an jedem Bewertungstag in Übereinstimmung mit den

nachstehenden Regelungen, dem Luxemburger Recht und den allgemeinen in Luxemburg anwendbaren Rechnungslegungsvorschriften ("LuxGAAP") berechnet.

(2) In Übereinstimmung mit den Vorschriften von Teil II des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 2013 wurde die Zentralverwaltungsstelle durch den AIFM gemäß den Bedingungen der Zentralverwaltungsvereinbarung ernannt, die genaue und unabhängige Berechnung des Nettoinventarwertes durchführen. Die Zentralverwaltungsstelle übt ihre Funktion unparteiisch sowie mit dem erforderlichen Wissen und Verständnis und der gebotenen Sorgfalt aus.

(3) Die Haftung des AIFM gegenüber der Gesellschaft und den Investoren wird von einer Übertragung dieser Funktionen nicht berührt. Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen und anderslautender vertraglicher Vereinbarungen haftet die Zentralverwaltungsstelle dem AIFM für jeden Verlust, den der AIFM als Ergebnis ihres fahrlässigen Verhaltens oder vorsätzlicher Pflichtverletzung bei Ausübung ihrer Aufgaben erleidet.

(4) Der Nettoinventarwert je Aktie wird in Euro ausgewiesen und zu jedem Bewertungstag bestimmt. Der Nettoinventarwert je Aktie wird ermittelt, indem der Nettoinventarwert der Gesellschaft (berechnet als Wert des Vermögens abzüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft am jeweiligen Bewertungstag) durch die Anzahl der zu diesem Zeitpunkt in Umlauf befindlichen Aktien geteilt wird. Der Nettoinventarwert je Aktie kann auf Anweisung des AIFM auf den nächsten vollen Euro-Betrag auf- oder abgerundet werden. Die Veröffentlichung des Nettoinventarwerts erfolgt gemäß dem mit der Verwaltungsstelle abgeschlossenen Vertrag.

Der AIFM ist berechtigt, für den Fall, dass seit der letzten Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eine wesentliche Änderung in Bezug auf einen wesentlichen Teil der von der Gesellschaft gehaltenen Anlagen eingetreten ist, die erste Bewertung aufzuheben und nach Treu und Glauben eine zweite Bewertung durchzuführen.

(5) Die Vermögenswerte der Gesellschaft bestehen aus:

- a) auf den Namen der Gesellschaft eingetragenes Grundvermögen und grundstücksgleichen Rechten;
- b) Gesellschaftsanteilen;
- c) Barguthaben und sonstigen flüssigen Mitteln, einschließlich darauf aufgelaufener Zinsen;
- d) Geldmarktpapieren;
- e) von der Gesellschaft gehaltenen Aktien und sonstigen Wertpapieren;
- f) Dividenden und Dividendenansprüchen, soweit der Gesellschaft hierüber ausreichende Informationen vorliegen;
- g) Zinsen, die auf im Eigentum der Gesellschaft befindliche Einlagen aufgelaufen sind, soweit diese nicht im Kapitalbetrag dieses Vermögensgegenstandes enthalten oder ausgewiesen sind;
- h) nicht abgeschriebenen Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und die Platzierung der Aktien;
- i) sämtlichen sonstigen Vermögenswerten jeglicher Art, einschließlich getätigter Anzahlungen.

Diese Vermögensanlagen werden wie folgt bewertet:

1) Immobilienvermögen wird unter Berücksichtigung des Wertzuwachses der Vermögensgegenstände zum geschätzten Marktwert auf konsolidierter Konzernbasis bewertet;

2) der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und Zahlungsaufforderungen sowie Forderungen aus Lieferungen und Leistungen, aktivischen Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinserträgen, die beschlossen oder wie vorgenannt aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, werden in voller Höhe berücksichtigt, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass diese Beträge gezahlt werden oder eingehen, in welchem Falle ihr Wert mit einem jeweils für angemessen gehaltenen Abschlag festgelegt wird, um ihren tatsächlichen Wert wieder zu geben;

3) bei Geldmarktpapieren wird ausgehend vom Nettoerwerbskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen;

4) an einer Börse notierte oder in einem anderen Geregelten Markt gehandelte Wertpapiere werden aufgrund des letzten verfügbaren Kurses bewertet;

5) Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind oder in einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden, werden auf der Grundlage ihres vermutlichen Verkaufspreises bewertet, der vom AIFM nach vernünftigen Erwägungen und in gutem Glauben ermittelt wird.

Alle anderen Wertpapiere und sonstigen Vermögenswerte, beschränkt übertragbare Wertpapiere und Wertpapiere, für die keine Marktnotierung vorhanden ist, werden aufgrund von Notierungen von Händlern oder von einem vom AIFM genehmigten Kursservice bewertet oder in dem Umfang, in dem diese Preise nicht dem Verkehrswert zu entsprechen scheinen, mit ihrem marktgerechten Wert, der in gutem Glauben entsprechend den vom AIFM bestimmten Verfahren ermittelt wird, angesetzt.

Für die Ermittlung des Wertes von (i) im Namen der Gesellschaft oder einer ihrer mehrheitlich gehaltenen Tochtergesellschaften eingetragenes Grundvermögen und grundstücksgleichen Rechten und (ii) direkten oder indirekten Anteilen der Gesellschaft in Immobiliengesellschaften, ernannt die Gesellschaft einen oder mehrere Immobiliensachverständige. Der oder die ernannte(n) Immobiliensachverständige(n) kann/ können unter eigener Haftung weitere Immobiliensachverständige hinzuziehen. Der AIFM kann nach bestem Wissen und Gewissen auf Grundlage objektiver Anhaltspunkte von diesen Bewertungen abweichen, wenn dies im Interesse der Gesellschaft und ihrer Aktionäre liegt.

Der Wert der mehrheitlich gehaltenen Tochtergesellschaften beruht auf der Bewertung der Immobilien durch den Immobiliensachverständigen und wird von einer anerkannten, von der Gesellschaft bestellten Wirtschaftsprüfungsgesellschaft ermittelt.

Die Bewertung findet einmal jährlich statt. Der AIFM legt durch Beschluss für jede einzelne Immobilie den Kalendermonat fest, zu dem die Immobilie einmal jährlich bewertet wird. Der zur jährlichen Bewertung festgestellte Wert wird bis zur nächsten jährlichen Bewertung verwendet, sofern keine Änderung der allgemeinen wirtschaftlichen Lage oder des Zustandes der Immobilie eine Neubewertung erfordert, die dann zu denselben Bedingungen wie die jährliche Bewertung durchzuführen ist.

Der Wert von nicht in Euro ausgewiesenen Vermögenswerten und Verbindlichkeiten wird zu dem in Luxemburg am jeweiligen Bewertungstag gültigen Wechselkurs in Euro umgerechnet. Sollten diese Notierungen nicht verfügbar sein, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben durch den AIFM oder gemäß dem von ihm festgelegten Verfahren bestimmt.

Der AIFM kann in seinem Ermessen die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode gestatten, wenn er der Meinung ist, dass diese Bewertung den Verkehrswert eines Vermögenswerts oder eine Verpflichtung der Gesellschaft besser reflektiert. Diese Methode wird dann im weiteren Zeitverlauf durchgehend angewendet. Die Zentralverwaltung kann sich auf diese von dem AIFM zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwerts genehmigten Abweichungen stützen. In jedem Fall stellt der AIFM die ordnungsgemäße unabhängige Bewertung des Vermögens des Fonds sicher.

(6) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- a) Darlehensverbindlichkeiten und andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital (einschließlich wandelbarer Schuldtitel, Wechsel und zu zahlender Abrechnungen);
- b) sämtliche auf diese Darlehen oder andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital aufgelaufene Zinsen (einschließlich aufgelaufener Gebühren für die Kreditbereitstellung);
- c) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschließlich Verwaltungskosten, Beratungsgebühren, Erfolgshonorare, Gebühren der Verwahrstelle und der Zentralverwaltung);
- d) alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich des Betrages aller unbezahlter, von der Gesellschaft ausgewiesener Ausschüttungen;
- e) angemessene Rückstellungen für künftige Steuern, die auf dem Vermögen und Einkommen bis zum Bewertungstag basieren, und gegebenenfalls andere, vom AIFM genehmigte und gebilligte Rücklagen sowie gegebenenfalls einen Betrag, den der AIFM als eine angemessene Rücklage in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten der Gesellschaft ansieht;
- f) Kosten für die Verwaltung und die Bewirtschaftung der Immobilien soweit nicht auf den Mieter umlegbar;
- g) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht ausgewiesen werden.

Bei der Festlegung der Höhe dieser Verbindlichkeiten berücksichtigt die Gesellschaft sämtliche von dieser zu zahlenden Aufwendungen. Eine beispielhafte Aufzählung von Aufwendungen der Gesellschaft ist in Artikel 22 enthalten.

Die Gesellschaft kann regelmäßig wiederkehrende Verwaltungs- und sonstige Kosten auf Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche und andere Perioden im Voraus ansetzen.

(7) Im Sinne dieses Artikels 12 gilt:

- a) Aktien, welche gemäß Artikel 8 zurückgekauft werden sollen, gelten als im Umlauf befindlich und werden solchermäßen in den Büchern geführt bis unmittelbar nach dem durch den AIFM festgelegten Zeitpunkt zum entsprechenden Bewertungstag, und von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung gilt der Rückkaufpreis als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft.
- b) Von der Gesellschaft auszugebende Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt.
- c) Sämtliche Investitionen, Festgelder und andere Vermögensgegenstände, die in anderen Währungen als der Nettoinventarwert der Gesellschaft ausgewiesen werden, werden bewertet, nachdem der zum Zeitpunkt der Festlegung des Nettoinventarwerts der Aktien gültige Marktkurs oder Wechselkurs berücksichtigt wurde.
- d) Wenn sich die Gesellschaft an einem Bewertungstag verpflichtet hat,
 - (i) Vermögensgegenstände zu kaufen, wird der Betrag, der für diesen Vermögenswert zu bezahlen ist, als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen, und der Wert des zum Kauf anstehenden Vermögensgegenstandes wird als ein Vermögensgegenstand der Gesellschaft ausgewiesen;
 - (ii) Vermögensgegenstände zu verkaufen, wird der Betrag, den die Gesellschaft für diesen Vermögensgegenstand erhält, als ein Vermögensgegenstand der Gesellschaft ausgewiesen, und der zu liefernde Vermögensgegenstand wird nicht in die Vermögensgegenstände der Gesellschaft aufgenommen, es sei denn, dass der genaue Wert oder die Natur dieser Gegenleistung an dem jeweiligen Bewertungstag unbekannt ist; in diesem Fall wird deren Wert von der Gesellschaft geschätzt. Jedoch gelten bei Käufen und Verkäufen von Vermögensgegenständen an einem Geregelten Markt die in diesem Punkt d) genannten Grundsätze ab dem Bankarbeitstag nach dem Abschluss des jeweiligen Kaufs oder Verkaufs (d.h. dem Tage, an dem der jeweilige Broker die Order für den Kauf oder Verkauf ausführt).

Art. 13. Häufigkeit und vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie und der Ausgabe und Rücknahme von Aktien. Die Gesellschaft (oder ein von ihr ernannter Vertreter) errechnet den Nettoinventarwert

je Aktie unter der Verantwortlichkeit des Verwaltungsrats. Die Berechnung erfolgt an jedem Bewertungstag, der mindestens einmal jährlich zum Ende des Geschäftsjahrs der Gesellschaft sowie darüber hinaus an jedem Tag, an dem der Verwaltungsrat gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes die Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie vorsieht, stattfindet. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Festlegung des Nettoinventarwerts je Aktie und die Ausgabe und Rücknahme ihrer Aktien während folgender Zeiten auszusetzen:

a) während eines Zeitraums, in dem aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder von vom Verwaltungsrat nicht zu vertretender Umstände oder aufgrund gewisser auf dem Immobilienmarkt bestehender Umstände die Veräußerung der im Eigentum der Gesellschaft befindlichen Vermögenswerte ohne ernsthafte nachteilige Auswirkungen auf die Interessen der Aktionäre nicht durchführbar ist, oder wenn nach Meinung des Verwaltungsrats die Ausgabe-, Verkaufs- und/ oder Rücknahmepreise nicht gerecht kalkuliert werden können; oder

b) während eines Ausfalls der üblicherweise für die Preisfestsetzung eines Vermögenswerts der Gesellschaft angewandten Kommunikationsmittel, oder wenn der Wert eines Vermögensgegenstandes der Gesellschaft, der für die Festlegung des Nettoinventarwerts (wobei der Verwaltungsrat die Wichtigkeit in seinem alleinigen Ermessen bestimmt) von größter Wichtigkeit ist, nicht so schnell oder genau wie nötig festgelegt werden kann; oder

c) während eines Zeitraums, in dem der Wert einer (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaft der Gesellschaft nicht genau bestimmt werden kann; oder

d) während eines Zeitraums, in dem die Überweisungen von Barmitteln im Zusammenhang mit der Realisierung oder Akquisition von Investitionen nach Meinung des Verwaltungsrats nicht zu normalen Wechselkursen durchgeführt werden kann; oder

e) während eines jeden Zeitraums, in dem die großen Märkte oder anderen Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft notiert ist, geschlossen sind (aus anderen Gründen als wegen der üblichen Feiertage), oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an diesen Märkten oder Börsen beschränkt ist oder eingestellt wurde; oder

f) bei Einberufung einer Aktionärsversammlung zum Zwecke der Beschlussfassung, die Gesellschaft aufzulösen; oder

g) wenn die Preise für Investitionen aus anderen Gründen nicht umgehend oder genau zu bestimmen sind.

Die Gesellschaft informiert die Aktionäre über diese Aussetzungen und unterrichtet die Investoren, die einen Antrag auf die Zeichnung bzw. Rücknahme von Aktien gestellt haben, dementsprechend.

Ungeachtet der Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes sowie der Ausgabe von Aktien gemäß den vorherstehenden Bedingungen kann der Verwaltungsrat gemäß Artikel 7 und vorbehaltlich der dort aufgeführten Bedingungen auch weiterhin Aktien auf Basis eines durch den Verwaltungsrat bestimmten vorläufigen Nettoinventarwert ausgeben, insofern die Ausgabe von Aktien insbesondere im Hinblick auf den Erwerb von Anlagen für die Gesellschaft und im Zusammenhang mit dem Abschluss bereits beschlossener Transaktionen, auch weiterhin erforderlich ist.

Titel III. Verwaltung und Überwachung

Art. 14. Verwaltungsratsmitglieder. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei und höchstens fünf Mitgliedern zusammensetzt. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Die Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder beträgt grundsätzlich fünf Jahre. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären, die auch die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder und deren Bezüge bestimmen, bei der Aktionärsversammlung mit Qualifizierter Mehrheit gewählt. Die Verwaltungsratsmitglieder können durch einen mit Stimmenmehrheit der bei einer Aktionärsversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefassten Beschluss jederzeit abberufen werden.

Sollte die Position eines Verwaltungsratsmitglieds wegen eines Todesfalls, eines Rücktritts oder aus einem anderen Grund vakant sein, kann diese Position vorübergehend von den restlichen Mitgliedern des Verwaltungsrats gefüllt werden. Die Wahl eines neuen Verwaltungsratsmitglieds erfolgt sodann bei der nächsten Aktionärsversammlung.

Art. 15. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden wählen. Der Vorsitzende kann einen Schriftführer ernennen, der kein Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und welcher die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Aktionärsversammlungen verfasst und für die Aufbewahrung sorgt. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden werden dessen Aufgaben und Rechte durch den stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen. Ist auch dieser abwesend, so entscheiden die Verwaltungsratsmitglieder durch Stimmenmehrheit, dass ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats den Vorsitz für diese Sitzung übernimmt.

Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Im Falle einer Stimmengleichheit hat der Vorsitzende die ausschlaggebende Stimme.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines Generaldirektors und stellvertretenden Generaldirektors sowie andere leitende Angestellte ernennen, die die Gesellschaft für die Geschäftstätigkeit und die Leitung der Gesellschaft für notwendig erachtet. Der Verwaltungsrat kann diese Ernennungen jederzeit rückgängig machen. Bei den leitenden Angestellten muss es sich nicht um Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft handeln. Die leitenden Angestellten haben die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Pflichten.

Alle Verwaltungsratsmitglieder erhalten spätestens drei Bankarbeitstage vor dem für eine Sitzung angesetzten Datum eine schriftliche Mitteilung, außer bei Gefahr im Verzug, wobei dann die Umstände, woraus sich die besondere Dringlichkeit ergibt, in der Einberufungsmitteilung anzugeben sind. Auf die Notwendigkeit einer Mitteilung kann per Telefax oder ein anderes gleichwertiges Kommunikationsmittel verzichtet werden. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung.

Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander per Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig. Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen oder ähnliche kommunikationstechnische Einrichtungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig. Teilnehmer, welche solchermaßen der Sitzung beigewohnt haben, werden als persönlich anwesend gezählt.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch ihre Einzelunterschriften verpflichten, außer ein Verwaltungsratsbeschluss hat sie speziell dazu ermächtigt. Der Verwaltungsrat ist nur beratungs- und beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist, die der Verwaltungsrat gemäß Geschäftsordnung oder Beschluss festgelegt hat.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die vom Vorsitzenden unterzeichnet werden. Abschriften der oder Auszüge aus diesen Protokollen, die in Rechtsstreitigkeiten oder an anderer Stelle vorgelegt werden, bedürfen ggf. der Unterschrift des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern.

Schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse haben dieselbe Rechtswirksamkeit wie Beschlüsse, die bei der Verwaltungsratssitzung durch Stimmenabgabe gefasst wurden. Jedes Verwaltungsratsmitglied genehmigt einen solchen Beschluss per Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel. Einer besonderen Protokollierung bedarf es im Falle der schriftlichen Beschlussfassung nicht, da dem schriftlichen Beschluss insoweit die gleiche Beweiskraft zukommt wie einem Protokoll.

Art. 16. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszweckes und im Rahmen der Anlagepolitik gemäß Artikel 20 im Namen der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht gemäß anwendbarem Recht oder dieser Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

Der Verwaltungsrat kann insbesondere alle Befugnisse der Gesellschaft ausüben, um Kredite aufzunehmen, sein (jetziges oder künftiges) Unternehmen oder Vermögensgegenstände oder Teile davon mit einer Hypothek, einem Sicherungs- oder einem Pfandrecht zu belasten oder andere Sicherheiten dafür zu gewähren.

Im Rahmen der Vorgaben des Gesetzes von 2013 hat der Verwaltungsrat das Portfolio- und Risikomanagement des Fonds an den AIFM übertragen (vgl. Artikel 17).

Art. 17. AIFM. Der Fonds hat den AIFM in Einklang mit Kapitel II der AIFM Richtlinie und Kapitel 2 des Gesetzes von 2013 ernannt. Die Rechte und Pflichten des AIFM sind in Teil II des Gesetzes von 2007, dem Gesetz von 2013 und der Managementvereinbarung geregelt. Neben der Verwaltung dieses Fonds verwaltet der AIFM auch andere Organismen für gemeinsame Anlagen.

Der AIFM verwaltet den Fonds im Einklang mit dem Emissionsdokument, der Satzung, der Luxemburger Gesetzgebung und der Managementvereinbarung und im ausschließlichen Interesse der Aktionäre. Er ist gemäß den hier weiter ausgeführten Bestimmungen ermächtigt alle Rechte, die direkt oder indirekt im Zusammenhang mit den Vermögenswerten des Fonds stehen, auszuüben. Der AIFM trifft die Investment- und Divestmentsentscheidungen für den Fonds.

In seiner Funktion als AIFM des Fonds ist der AIFM gegenüber dem Fonds insbesondere für die folgenden Pflichten verantwortlich:

- Verwaltung der Vermögenswerte des Fonds (einschließlich Portfolio- und/oder Risikomanagement hinsichtlich dieser Vermögenswerte);
- Verwaltung des Fonds (einschließlich der Berechnung des Nettoinventarwertes);
- Marketing und Vertrieb der Aktien des Fonds; es wird davon ausgegangen, dass der AIFM die Distributoren und Unter-Distributoren benennt.

In Einklang mit den geltenden Gesetzen und Vorschriften und vorheriger Zustimmung der CSSF ist der AIFM berechtigt, unter seiner Verantwortung, Teile seiner Pflichten und Befugnisse an jede Person oder Entität, die er für angemessen erachtet und über die erforderliche Erfahrung verfügt, zu delegieren. Jede solche Übertragung erfolgt in Einklang mit Teil II des Gesetzes von 2007 und dem Gesetz von 2013.

Um mögliche Haftungsrisiken abzudecken, welche sich aus der Verletzung beruflicher Sorgfaltspflichten ergeben können, hält der AIFM zusätzliche angemessene Eigenmittel, oder schließt alternativ in entsprechendem Umfang Versicherungen ab, im Einklang mit den Vorschriften des Gesetzes von 2013 und der AIFM Verordnung, um jede berufliche Haftung abzudecken, welche sich aus der Tätigkeit des AIFM ergibt.

Die Managementvereinbarung kann durch die Gesellschaft ausschließlich aus wichtigem Grund (d.h. bei Betrug, grober Fahrlässigkeit, vorsätzlichem Fehlverhalten, während der Ausübung seiner Pflichten gemäß des Emissionsdokuments oder des Gesellschaftsvertrags oder bei Verstoß gegen die Bestimmungen des AIFM-Vertrags, der/die/das durch ein Gericht der ersten Instanz des zuständigen Gerichtsbezirks festgestellt wurde und zu einem wesentlichen wirtschaftlichen Nachteil für die Gesellschaft geführt hat) gekündigt werden. Wichtiger Grund ist insbesondere eine Anlage- oder Verkaufsentcheidung des AIFM unter Verstoß gegen die Governance-Regelungen dieses Emissionsdokuments und der Satzung.

Art. 18. Unterschriftsbefugnis. Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Verwaltungsrat mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

Art. 19. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft (mit inbegriffen die Zeichnungsbefugnis im Rahmen der täglichen Geschäftsführung) und seine Befugnisse, Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und der Gesellschaftspolitik vorzunehmen, auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. Eine solche Übertragung an Mitglieder des Verwaltungsrats bedarf der vorherigen Zustimmung der Aktionärsversammlung.

Der Verwaltungsrat kann außerdem andere Bevollmächtigte ernennen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen; solche Bevollmächtigte werden die an sie vom Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse haben.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat jeweils einen oder mehrere Ausschüsse bilden, die sich aus Verwaltungsratsmitgliedern und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, an die der Verwaltungsrat nach Bedarf Befugnisse delegieren kann.

Art. 20. Anlagepolitik und Anlagegrenzen. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, unter Einhaltung des Prinzips der Risikomischung die Anlagepolitik der Gesellschaft umzusetzen und die Handlungsrichtlinien des Managements und der geschäftlichen Angelegenheiten der Gesellschaft im Rahmen der im Emissionsdokument festgelegten Grenzen und in Übereinstimmung mit den maßgeblichen Gesetzen und Bestimmungen zu bestimmen.

Die Gesellschaft kann gemäß der jeweiligen Entscheidung des Verwaltungsrats Anlagen in Immobilien entweder direkt oder indirekt durch Gesellschaften vornehmen. Bezugnahmen in dieser Satzung auf "Anlagen" und "Vermögensgegenstände" bedeuten entweder getätigte Anlagen und das direkte wirtschaftliche Eigentum an Vermögensgegenständen oder getätigte Anlagen und das indirekte wirtschaftliche Eigentum an Vermögensgegenständen durch die vorgenannten Gesellschaften.

Der Verwaltungsrat kann nur auf Empfehlung des Anlageausschusses die im Emissionsdokument festgelegte Anlagepolitik ändern oder Ausnahmen hiervon zulassen.

Art. 21. Anlageausschuss. Für die Gesellschaft wird ein Anlageausschuss gebildet, der den Verwaltungsrat und den AIFM hinsichtlich der Anlagetätigkeit, Sanktionen hinsichtlich Säumiger Investoren und Interessenskonflikte berät. Dabei sind die gesetzlichen Vorgaben und die in dieser Satzung festgelegten Anlageziele, Anlagewerte, Anlagegrenzen und Risikomischungsvorschriften zu beachten.

Zur Klarstellung: Es werden keine Aufgaben des Portfoliomanagements im Sinne des Anhangs II des Gesetzes von 2013 (sowie des Artikels 18 des Gesetzes von 2013) auf den Anlageausschuss übertragen, insbesondere hat der Anlageausschuss keinen Ermessensspielraum Investmententscheidungen zu treffen.

Der Anlageausschuss besteht grundsätzlich aus höchstens zehn Vertretern, die vom Verwaltungsrat bestellt werden. Jeder Aktionär, dessen Kapitalzusage entweder EUR 25 Mio. oder 5 % der gesamten Kapitalzusage zum jeweils letzten Closing entspricht oder übersteigt, ist berechtigt, einen Vertreter für den Anlageausschuss zu benennen; Aktionäre, deren Kapitalzusage 20 % der gesamten Kapitalzusage entspricht oder übersteigt, sind berechtigt, zwei Vertreter für den Anlageausschuss zu stellen. Jeder Aktionär kann die Abberufung eines von ihm vorgeschlagenen Vertreters verlangen. Die Vertreter des Anlageausschusses sollen über besondere Sachkunde bei der Anlage in Immobilien verfügen. Die Vertreter des Anlageausschusses sind ehrenamtlich tätig. Die Gewichtung der Stimme eines Vertreters erfolgt auf Grundlage des von dem entsandten Aktionär gehaltenen Kapitalanteils an der Gesellschaft.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft bestellt die von den Vorschlagsberechtigten vorgeschlagenen Mitglieder und beruft sie ab, wenn der jeweils Vorschlagsberechtigte es verlangt. Die Mitglieder können ihr Amt jederzeit durch schriftliche Erklärung gegenüber dem Verwaltungsrat niederlegen.

Der Anlageausschuss hat die Aufgabe, den Verwaltungsrat der Gesellschaft und den AIFM unter Beachtung der Interessen aller Aktionäre bei der Anlagepolitik zu beraten und Empfehlungen über den Ankauf und Verkauf von Vermögensgegenständen für die Gesellschaft abzugeben. Der Anlageausschuss kann auch Änderungen und Ergänzungen der Anlagepolitik der Gesellschaft empfehlen. Der AIFM muss den Anlageausschuss vor jeder Anlage- oder Verkaufsentcheidung konsultieren. Bei einer ablehnenden Entscheidung des Anlageausschusses kann der AIFM die vorgeschlagene Transaktion mit gesonderter Begründung erneut dem Anlageausschuss zur Entscheidung vorlegen. Der Verwaltungsrat und der AIFM berichten dem Anlageausschuss regelmäßig über die Tätigkeiten und Anlagen der Gesellschaft.

Die Sitzungen des Anlageausschusses erfolgen so oft, wie es die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft erfordert, mindestens aber viermal jährlich. Der Verwaltungsrat kann die Mindestsitzungsfrequenz jederzeit durch Beschluss auf zweimal jährlich reduzieren. Die Sitzungen des Anlageausschusses beruft in der Regel der Verwaltungsrat ein. Den Vorsitz führt

ein auf Vorschlag der Aktionäre vom Anlageausschuss gewählter Vertreter. Der Ausschuss ist beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit der Vertreter des Anlageausschusses an der Beschlussfassung teilnehmen. Entfällt die Mehrheit der Stimmrechte im Anlageausschuss auf einen Aktionär (Mehrheitsaktionär), entscheidet der Anlageausschuss mit einfacher Mehrheit, es sei denn, alle übrigen Aktionäre stimmen dagegen. Hat kein Aktionär die Mehrheit der Stimmrechte im Anlageausschuss, entscheidet der Anlageausschuss mit Qualifizierter Mehrheit. In allen Fällen schriftlicher Abstimmung haben die Vertreter des Anlageausschusses ihr Votum innerhalb einer Frist von 3 Bankarbeitstagen abzugeben.

Jeder Vertreter des Anlageausschusses hat das Recht, einen Stellvertreter zu benennen, der, wenn der ordentliche Vertreter des Anlageausschusses nicht anwesend ist, dessen Rechte ausübt.

Im Falle eines Interessenskonflikts oder von Empfehlungen zu Sanktionen gegen einen Säumigen Investor ist der Vertreter des Anlageausschusses, der von dem Aktionär ernannt wurde, der den Interessenkonflikt verursacht hat oder der sich in Verzug befindet, nicht zur Stimmabgabe berechtigt. Der Ausschuss fasst seine Beschlüsse in Sitzungen oder, wenn kein Vertreter des Anlageausschusses dieser Form der Beschlussfassung unverzüglich widerspricht, per Telefax oder gleichwertiger Kommunikationsmittel. Die Vertreter des Anlageausschusses sind schriftlich zu laden. Es soll eine Frist von 5 Kalendertagen eingehalten werden. Eine kürzere Ladungsfrist ist unschädlich, sofern kein Vertreter des Anlageausschusses dem unverzüglich widerspricht.

Die Vertreter des Anlageausschusses verpflichten sich, im Rahmen ihrer beratenden Tätigkeit die Regelungen des Investmentgesetzes sowie sämtliche Anweisungen und Auflagen der luxemburgischen Aufsichtsbehörde zu beachten. Sie sind zur Verschwiegenheit verpflichtet und dürfen Informationen an Dritte nur mit ausdrücklicher Zustimmung des Verwaltungsrats der Gesellschaft weitergeben. Sie haben den Verwaltungsrat der Gesellschaft ebenfalls auf mögliche Interessenkonflikte hinzuweisen. In Zweifelsfällen entscheidet der Vorsitzende des Anlageausschusses.

Über jede Sitzung des Anlageausschusses wird ein Protokoll angefertigt. Dieses wird vom Vorsitzenden des Anlageausschusses unterzeichnet und allen Sitzungsteilnehmern zugesandt.

Art. 22. Kosten und Gebühren. Gemäß der abzuschließenden Managementvereinbarung zahlt die Gesellschaft dem AIFM eine Asset Management Fee, Acquisition Fees, Sales Fees sowie gegebenenfalls Performance Fees.

Zu den weiteren Kosten der Gesellschaft zählen:

- Gründungskosten der Gesellschaft inklusive der Kosten und Aufwendungen der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Strukturierung, Gründung und Auflegung der Gesellschaft und dem Angebot von Aktien,
- alle angemessenen Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit dem Erwerb, der Erschließung, dem Bau, der Verwaltung (inklusive der nicht umlagefähigen Kosten der Immobilienverwaltung und anderer nicht umlagefähiger Nebenkosten), der Restrukturierung und der Veräußerung von Immobilien, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion erfolgreich abgeschlossen wird,
- von der Gesellschaft zu tragende Verwaltungskosten,
- Sachverständigenkosten,
- an die Wirtschaftsprüfer, Wirtschaftsprüfungsgesellschaften, die den Wert der Tochtergesellschaften ermitteln, Verwahrstelle und ihre Korrespondenzbanken, Domiziliar-, Verwaltungs-, Register- und Transferstelle und sämtlichen Zahlstellen, Vertriebsstellen und ständigen Vertretern an den Registrierungsorten der Gesellschaft zu zahlende Gebühren und Aufwendungen sowie an andere von der Gesellschaft eingesetzte Vertreter zu zahlende Gebühren und Aufwendungen,
- von der Gesellschaft zu tragende Finanzierungskosten (inklusive Zinsen, Bereitstellungsprovision, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten),
- marktübliche Gebühren und Courtagen (insbesondere Ankaufsgebühren, Verkaufsgebühren, Performance Fees und Erfolgsgebühren für die Verlängerung, Nachverhandlung und den Neuabschluss von Mietverträgen), die an den Property Manager und/oder einen Dritten gezahlt werden und der Gesellschaft zusätzlich zu den an den AIFM zu zahlenden Gebühren berechnet werden,
- das Honorar der Mitglieder des Verwaltungsrats und deren angemessene Spesen, Gebühren sowie angemessene Spesen des Anlageausschusses, Versicherungsprämien und angemessene Reisekosten in Verbindung mit Verwaltungsratssitzungen,
- Kosten, die in Verbindung mit vom Verwaltungsrat begründeten Gremien und dem Anlageausschuss entstehen, einschließlich angemessener Spesen dieser Gremien für die Teilnahme an Sitzungen,
- Gebühren und Aufwendungen für Rechtsberatung, Steuerberatung, Wirtschaftsprüfer und von Wirtschaftsprüfungsgesellschaften (einschließlich der Due-Diligence-Aufwendungen im Zusammenhang mit potenziellen Investitionen), Zahlungen oder Erstattungen sämtlicher Spesen für Rechts-, Steuerberatungs-, Wirtschaftsprüfungs- und andere Kosten der Gesellschaft in Verbindung mit der Gründung der Gesellschaft und der Ausgabe von Aktien der Gesellschaft,
- Gebühren und Aufwendungen in Verbindung mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung der Registrierung der Gesellschaft bei staatlichen Stellen oder Börsen im Großherzogtum Luxemburg und in anderen Ländern,
- Berichts- und Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Zusammenstellung, den Druck, die Werbung und Verteilung von dem Emissionsdokument, erklärender Memoranden, regelmäßige Berichte oder Eintragungsauszüge,
- Kosten der Berichte an die Aktionäre,

- Kosten, die im Zusammenhang mit der Feststellung des Nettoinventarwerts der Gesellschaft und ihrer Aktien entstehen,

- Kosten für die Einberufung und Durchführung von Aktionärsversammlungen und Verwaltungsratssitzungen, Sitzungen des Anlageausschusses und anderer Gremien der Gesellschaft (insbesondere des geschäftsführenden Hauptausschusses),

- sämtliche Steuern, Zölle, staatliche und ähnliche Abgaben,

sowie sämtliche andere Verwaltungskosten, einschließlich Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Kosten für die etwaige Veröffentlichung von Ausgabe- und Rücknahmepreisen, Zinsen, Bankgebühren, Devisenumtauschkosten und Porto-, Telefon- und Telexgebühren.

Die oben aufgeführten Fees und Gebühren kann die Gesellschaft auch für ihre (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaften und Co-Investments tragen.

Art. 23. Risiko - und Liquiditätsmanagement. Risikomanagement

Der AIFM sorgt für die Festlegung, Umsetzung und Aufrechterhaltung angemessener und dokumentierter Grundsätze für das Risikomanagement, in denen die Risiken genannt werden, denen der von ihm verwaltete Fonds ausgesetzt ist oder ausgesetzt sein könnte. Die Grundsätze für das Risikomanagement umfassen die Verfahren, die notwendig sind, damit der AIFM bei dem von ihm verwalteten Fonds dessen Markt-, Liquiditäts- und Gegenpartierisiko sowie alle sonstigen relevanten Risiken, einschließlich operationeller Risiken, bewerten kann, die für den von ihm verwalteten Fonds wesentlich sein könnten. Weiterhin stellt das Verfahren des Risikomanagement eine unabhängige Überprüfung der Bewertungspolitik und Verfahren gemäß Art. 70 Absatz 3 der AIFM Verordnung sicher.

Der Fonds kann zum alleinigen Zweck der Absicherung alle derivativen Finanzinstrumente nutzen.

Der AIFM verwendet ein umfassendes Verfahren zur Bewertung der Risiken des Fonds, welches wiederum auf qualitativen und quantitativen Risikobemessungsgrundsätzen beruht.

Illiquide AIFs sind typischerweise einer speziell dafür vorgesehenen Risikomanagementeinrichtung unterworfen, welche einen bestimmten Überwachungsplan beinhalten sowie eine vorbörsliche Due Diligence und einen angepassten Überwachungsprozess verbessern, der aus speziellen Überwachungspositionen und -zyklen verbunden mit den Anforderungen des Fonds besteht.

Die Gesamtexposition der illiquiden AIFs wird nach der Commitment Methode unter Berücksichtigung des aktuellen Wertes der zugrunde liegenden Vermögenswerte, der Risiken der Gegenparteien, zukünftigen Marktbewegungen und der verfügbaren Zeit zur Liquidierung der Positionen berechnet. Die Risikobewertung wird durch eine Kombination von quantitativen und qualitativen Maßnahmen ausgeübt.

Das Personal des Risikomanagements des AIFM überwacht die Einhaltung dieser Vorschriften in Einklang mit den Auflagen der anwendbaren Rundschreiben und veröffentlichten Verordnungen der CSSF oder jeder anderen Europäischen Behörde, die zur Veröffentlichung solcher Verordnungen oder technischen Vorschriften, die für den Fonds Anwendung finden, autorisiert ist.

Hebelfinanzierung

Der AIFM stellt in Entsprechung der Vorschriften des Gesetzes von 2013 den jeweiligen Aufsichtsbehörden und Investoren für den Fonds Informationen über die Höhe der eingesetzten Hebelfinanzierung des AIFs in Brutto gemäß den Bruttoberechnungsmethoden nach Artikel 7 und auf Basis der Mittelbindung gemäß der Commitment Methode nach Artikel 8 der AIFM Verordnung zur Verfügung. Der Fonds hat in Ziffer 2.4 des Emissionsdokumentes eine Grenze der maximalen Fremdfinanzierung festgelegt.

Liquiditätsmanagement

Der AIFM sorgt für ein angemessenes Liquiditätsmanagementsystem, das es ermöglicht die Liquiditätsrisiken des Fonds zu überwachen. Der AIFM gewährleistet für den Fonds, dass die Liquiditätssituation des Fonds stets angepasst ist an dessen Anlagepolitik, Liquiditätsprofil, Vertriebspolitik und Rücknahmegrundsätze.

Art. 24. Aufsichtsrechtliche Offenlegung. Interessenkonflikte

Eventuelle Interessenkonflikte des AIFM, eines Aktionärs oder Verwaltungsratsmitglieds sind dem Verwaltungsrat und dem Anlageausschuss jederzeit und vollständig offen zu legen.

AIFM und Aktionäre haben insbesondere Interessenkonflikte im Zusammenhang mit der Vermögensanlage offen zu legen, bevor eine Beschlussfassung in dieser Frage erfolgt. Ein Interessenkonflikt im Zusammenhang mit der Vermögensanlage liegt insbesondere vor, wenn der Gesellschaft ein Angebot zum Erwerb von Immobilien, Anteilen an Gesellschaften oder einem Immobilienfonds unterbreitet wird und der AIFM, ein Aktionär oder ein Verbundenes Unternehmen

- diese angebotene(n) Immobilie(n) im Vermögen hält;

- Anteile an der angebotenen Gesellschaft hält oder diese finanziert;

- Verwaltung oder Beratung im Zusammenhang mit der angebotenen Immobilie, Gesellschaft bzw. Immobilienfonds ausübt;

- ebenfalls ein direktes oder indirektes Investment in das angebotene Objekt oder ein entsprechendes Objekt in unmittelbarer Nähe in Erwägung zieht, vorbereitet oder bereits getätigt hat; oder

- Partei eines Mietverhältnisses in Bezug auf das angebotene Objekt ist.

Im Falle eines Interessenkonflikts eines Aktionärs ruht insoweit das Stimmrecht desjenigen Mitglieds des Anlageausschusses, welches von dem Aktionär oder seiner Aktionärsgruppe ernannt wurde.

Die Aktionäre haben das Recht, mit einfacher Mehrheit eine unabhängige Prüfung der Bücher der Gesellschaft durch einen von ihnen zu benennenden Wirtschaftsprüfer zu verlangen, um überprüfen zu lassen, ob ein Interessenkonflikt besteht.

Management der Interessenkonflikte

In Ausübung seiner Geschäftstätigkeit gehört es zur Aufgabe des AIFM, jede Handlung oder Transaktion, die zu einem Interessenkonflikt zwischen dem AIFM und dem Fonds oder seinen Investoren oder zwischen den Interessen eines oder mehrerer Investoren und den Interessen eines oder mehrerer anderer Investoren führen kann, zu identifizieren, zu bewältigen und wo notwendig zu verhindern. Der AIFM ist bemüht, jeden Konflikt in entsprechender Weise mit den höchsten Standards an Integrität und Fairness zu verwalten. Der AIFM unterhält angemessene und wirksame organisatorische und administrative Vorkehrungen zur Ergreifung aller angemessenen Maßnahmen zur Ermittlung, Vorbeugung, Beilegung und Beobachtung von Interessenkonflikten, um zu verhindern, dass diese den Interessen des Fonds und der Anteilseigner schaden.

Unbeschadet der gebotenen Vorsicht und bestmöglichen Bemühungen kann das Risiko nicht ausgeschlossen werden, dass eine Organisations- oder Verwaltungsvereinbarung, die von dem AIFM für die Handhabung von Interessenkonflikten entworfen wurde, sich als ineffizient erweist, mit hinreichender Sicherheit sicherzustellen, dass Schadensrisiken für die Interessen des Fonds oder seiner Anteilhaber abgewendet werden können. In einem solchen Fall werden die nicht-gelösten Interessenkonflikte sowie die getroffenen Entscheidungen an die Anteilhaber in angemessener Weise berichtet.

Ausübung von Stimmrechten

Der AIFM sorgt für wirksame und angemessene Strategien im Hinblick darauf, wann und wie die Stimmrechte in den Portfolios der von ihr verwalteten Fonds ausgeübt werden sollen, damit dies ausschließlich zum Nutzen des betreffenden Fonds und seiner Anteilhaber erfolgt. Wenn der AIFM von der Gesellschaft mandatiert wurde, liegt die Entscheidung der Ausübung der Stimmrechte im alleinigen Ermessen des AIFM.

Genauere Details der Maßnahmen werden den Aktionären auf Anfrage kostenlos zur Verfügung gestellt.

Bestmögliche Ausführung (Best practice)

Der AIFM handelt im besten Interesse des Fonds bei der Ausführung seiner Investmententscheidungen. Zu diesem Zweck führt er alle vernünftigen Schritte aus, um das bestmögliche Ergebnis für den Fonds unter Beachtung des Preises, der Kosten, der Geschwindigkeit, der Wahrscheinlichkeit der Ausübung und Abwicklung, des Auftragsumfangs und -natur, oder jeden anderen Überlegung hinsichtlich der Ausübung des Auftrags (Bestmögliche Ausführung) zu erreichen, mit Ausnahme von solchen Fällen, in denen eine bestmögliche Ausführung unter Beachtung des Typ des Vermögenswertes nicht relevant ist.

Vergütungspolitik

Der AIFM hat eine Vergütungspolitik festgelegt, welche für die maßgeblichen Mitarbeiterkategorien im Sinne der AIFM Verordnung und der ESMA Richtlinien 2013/201 gelten. Die Offenlegung der Angaben zur Vergütung der maßgeblichen Mitarbeiterkategorien erfolgt in Entsprechung der Vorschriften des Gesetzes von 2013.

Art. 25. Freistellung und Entschädigung. Die Gesellschaft wird die Verwaltungsratsmitglieder, CORPUS SIREO Investment Management S.à r.l. und deren Geschäftsführer, leitende Angestellte und Mitarbeiter und jeden Vertreter des Anlageausschusses für jede Haftung und alle Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten, denen diese unter Umständen auf Grund Ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglieder, leitende Angestellte oder Mitarbeiter oder als ein Vertreter des Anlageausschusses oder auf Grund einer von ihnen im Zusammenhang mit der Gesellschaft vorgenommenen oder unterlassenen Handlung unterliegen, soweit dies nicht durch ihre grobe Fahrlässigkeit, Betrug oder vorsätzliches Fehlverhalten verursacht wurde, aus dem Vermögen der Gesellschaft entschädigen beziehungsweise von solcher Haftung oder solchen Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten freistellen. Die Haftungsfreistellung und Entschädigung des AIFM bestimmt sich nach den Vorschriften der Managementvereinbarung.

Art. 26. Wirtschaftsprüfer. Die im Jahresbericht der Gesellschaft enthaltenen Daten werden von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern, die als "réviseurs d'entreprises agréé" qualifiziert sind und von der Aktionärsversammlung beauftragt und von der Gesellschaft vergütet werden, überprüft.

Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die das Gesetz vom 13. Februar 2007 vorschreibt.

Titel IV. Aktionärsversammlungen - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 27. Vertretung. Die Aktionärsversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre. Ihre Beschlüsse sind für alle Aktionäre der Gesellschaft verbindlich. Sie hat die gesetzlichen Befugnisse zur Anordnung, Durchführung und Genehmigung aller mit der Tätigkeit der Gesellschaft zusammenhängenden Handlungen.

Art. 28. Aktionärsversammlungen.

(1) Die Aktionärsversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie muss auf Antrag von Aktionären, die mindestens ein Zehntel des Aktienkapitals halten, einberufen werden.

Die ordentliche Aktionärsversammlung findet nach den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts jährlich am 10. Mai um 11 Uhr an einem in der Einladung zur Aktionärsversammlung anzugebenden Ort statt. Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag sein, ist die ordentliche Aktionärsversammlung zur gleichen Uhrzeit am nächstfolgenden Bankarbeitstag abzuhalten.

Ort und Zeit von anderen Aktionärsversammlungen sind in der jeweiligen Einladung zu bestimmen.

Aktionäre können persönlich an der Aktionärsversammlung teilnehmen oder einen bevollmächtigten Vertreter entsenden. Beschlüsse der Aktionäre können nur auf einer Aktionärsversammlung gefasst werden.

(2) Entscheidungen über folgende Angelegenheiten bedürfen der Zustimmung der Aktionärsversammlung:

a) Änderungen der Satzung oder wesentliche Änderungen des Emissionsdokumentes oder der Managementvereinbarung; dies gilt nicht für solche Änderungen, die aufgrund der Änderung aufsichtsrechtlicher Vorschriften oder auf Verlangen einer Aufsichtsbehörde erfolgen;

b) Änderung der Fremdfinanzierungs-/Kreditaufnahmepolitik der Gesellschaft;

c) Bestellung der Verwaltungsratsmitglieder;

d) Abberufung der Verwaltungsratsmitglieder;

e) Kündigung der Managementvereinbarung;

f) Änderung der Größe oder Zusammensetzung des Anlageausschusses;

g) Bestätigung der geprüften Jahresabschlüsse der Gesellschaft und Ernennung der Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft;

h) Vergütungen (außer den in der Managementvereinbarung geregelten Managementgebühren), die dem AIFM oder einem mit ihm Verbundenen Unternehmen für der Gesellschaft geleistete Dienste zu zahlen sind;

i) Anordnung einer Buchprüfung und Ernennung eines Wirtschaftsprüfers zur Ermittlung eines Interessenkonflikts;

j) Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft zweimal um je ein weiteres Jahr;

k) Beendigung der Gesellschaft vor Ende ihrer Laufzeit;

l) Reinvestition von Erlösen aus dem Verkauf von Anlagen;

m) Zulassung neuer Investoren für den Fall der Säumnis eines Investors nach Artikel 8;

n) Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft auf bestimmte oder unbestimmte Zeit nach Ablauf der in Artikel 3 vorgesehenen zweimaligen Verlängerung um ein weiteres Jahr.

Die Aktionäre entscheiden die oben unter Punkt a) - c), e), f), j) und m) erwähnten Angelegenheiten mit Qualifizierter Mehrheit. Für Beschlüsse über die Punkte k), l) und n) ist ein einstimmig gefasster Beschluss der Aktionäre, die im Besitz aller im Umlauf befindlichen Aktien sind, erforderlich. Im Übrigen findet Artikel 29 Absatz 2 Anwendung.

Der Verwaltungsrat lädt die eingetragenen Aktionäre unter Mitteilung der Tagesordnung mindestens acht Bankarbeitstage vor der Aktionärsversammlung an jeden der eingetragenen Aktionäre per Einschreiben. Die Aufstellung der Tagesordnung erfolgt grundsätzlich durch den Verwaltungsrat. Wird die Aktionärsversammlung auf schriftliche Aufforderung der Aktionäre einberufen, kann der Verwaltungsrat eine ergänzende Tagesordnung aufstellen.

Die Einladung zur Aktionärsversammlung wird außerdem, falls gesetzlich vorgeschrieben, im Mémorial, in einer bzw. mehreren luxemburgischen Tageszeitungen und in anderen, vom Verwaltungsrat ausgewählten Tageszeitungen veröffentlicht.

Sollten alle Aktionäre anwesend bzw. ordnungsgemäß vertreten sein und sich als ordnungsgemäß versammelt und über die Tagesordnung informiert betrachten, kann die Aktionärsversammlung ohne eine Einladung stattfinden. Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen festlegen, die von den Aktionären für die Teilnahme an einer Aktionärsversammlung zu erfüllen sind.

Auf einer Aktionärsversammlung dürfen nur die in der Tagesordnung enthaltenen Tagesordnungspunkte (die alle gesetzlich vorgeschriebenen Angelegenheiten einschließen müssen) und damit zusammenhängende Angelegenheiten behandelt werden.

Der Verwaltungsrat kann Bedingungen festlegen, welche die Aktionäre erfüllen müssen, um zur Aktionärsversammlung zugelassen zu werden.

Art. 29. Mehrheitserfordernisse. Jede Aktie gewährt im Einklang mit luxemburgischem Recht und dieser Satzung eine Stimme. Ein Aktionär kann auf jeder Aktionärsversammlung handeln, indem er einer anderen Person, die kein Aktionär sein muss, aber Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, eine schriftliche Stimmrechtsvollmacht erteilt.

Beschlüsse der Aktionärsversammlung werden, soweit dies nicht anderweitig gesetzlich oder in dieser Satzung vorgeschrieben ist, mit einfacher Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 30. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr.

Die Abschlüsse der Gesellschaft sind in Euro ausgewiesen und werden auf Grundlage der allgemein anerkannten Grundsätze der Rechnungslegung in Luxemburg auf konsolidierter Basis unter Einbeziehung der direkten oder indirekten Tochtergesellschaften aufgestellt.

Art. 31. Dividenden und Ausschüttungen. Die Aktionärsversammlung entscheidet auf Vorschlag des Verwaltungsrats und im gesetzlich vorgegebenen Umfang über Ausschüttungen.

Der Verwaltungsrat kann mit Zustimmung der Aktionärsversammlung im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen Zwischendividenden ausschütten.

Ausschüttungen an Aktionäre werden an ihre jeweilige, im Aktienregister angegebene Anschrift gezahlt. Die Ausschüttungen erfolgen zu einem vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt in Euro. Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Festsetzung eingefordert wurde, verfällt und geht an die Gesellschaft zurück.

Auf Dividenden, die von der Gesellschaft beschlossen und von ihr zur Verwendung durch den Begünstigten verwahrt werden, werden keine Zinsen gezahlt.

Die Gesellschaft darf keine Dividenden ausschütten, soweit durch diese Ausschüttung die Auszahlung von möglicherweise entstehenden Ansprüchen des AIFM auf Objekt Performance Fees, auf eine Gesamtpurpose Fee oder auf Zahlung der Asset Management Fee nach Kündigung der Managementvereinbarung gefährdet würde.

Titel V. Schlussbestimmungen

Art. 32. Verwahrstelle. Die RBC Dexia Investor Services Bank S.A. ist zur Verwahrstelle des Fonds ernannt worden in Entsprechung des zwischen dem Fonds, der AIFM sowie der Verwahrstelle abgeschlossenen Verwahrstellenvertrags. RBC Dexia Investor Services Bank S.A. ist beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (RCS) unter der Nummer B-47192 registriert und wurde 1994 unter dem Namen "First European Transfer Agent" errichtet. Sie hält eine Banklizenz nach dem luxemburgischen Gesetz vom 5. April 1993 über den Finanzsektor, und ist auf Verwahrstelle-, Fondverwaltungs- und damit verbundene Dienstleistungen spezialisiert.

Die Verwahrstelle ist verantwortlich für die Verwahrung der Vermögenswerte des Fonds und unterliegt den Pflichten von Teil II des Gesetzes von 2007 und dem Gesetz von 2013.

Die Verwahrstelle stellt sicher, dass die Cashflows des Fonds effektiv und ordnungsgemäß überwacht werden und gewährleistet, dass:

- der Verkauf, die Ausgabe, die Rücknahme, die Auszahlung und die Aufhebung von Anteilen des Fonds gemäß den geltenden Vorschriften des Luxemburger Rechts sowie der Satzung erfolgen;
- die Berechnung des Wertes der Anteile des Fonds nach den geltenden Vorschriften des Luxemburger Rechts sowie der Satzung und dem in Artikel 19 des Gesetzes von 2013 geregelten Verfahrens erfolgt;
- die Weisungen des AIFM ausgeführt werden, es sei denn, diese verstoßen gegen geltende Vorschriften des Luxemburger Rechts oder die Satzung;
- bei Transaktionen mit Vermögenswerten des AIF der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen an den Fonds überwiesen wird; und
- die Erträge des Fonds gemäß den geltenden Vorschriften des Luxemburger Rechts und der Satzung verwendet werden.

Den Regelungen des Verwahrstellenvertrags, des Gesetzes von 2013 sowie Teil II des Gesetzes von 2007 entsprechend kann die Verwahrstelle unter bestimmten Voraussetzungen und im Rahmen einer effektiven und ordnungsgemäßen Pflichterfüllung, die Verwahrung von Finanzinstrumente ganz oder teilweise an Dritte übertragen. Bei der Auswahl und Bestellung eines Dritten gewährleistet die Verwahrstelle, dass sie mit der gemäß des Gesetzes von 2013 erforderlichen Wissen und Verständnis und der gebotenen Sorgfalt vorgegangen ist und die Vermögenswerte des Fonds nur an solche Dritte überträgt, die über einen den Anforderungen des Gesetzes von 2013 entsprechenden Sicherheitsstandard verfügen. Die Haftung der Verwahrstelle, wie nachfolgend beschrieben, wird von einer solchen Übertragung nicht berührt. Eine Liste von (einer) Unter-Verwahrstelle(n) ist auf Nachfrage an dem Geschäftssitz des AFIM verfügbar.

Die Verwahrstelle haftet gegenüber dem Fonds oder gegenüber Anteilinhabern für das Abhandenkommen von Finanzinstrumenten durch die Verwahrstelle oder durch einen Dritten, dem die Verwahrung von Finanzinstrumenten übertragen wurde, entsprechend den Vorschriften des Gesetzes von 2013. Die Verwahrstelle haftet gegenüber dem Fonds oder den Anteilinhabern auch für sämtliche sonstigen Verluste, welche diese infolge einer von der Verwahrstelle fahrlässig oder vorsätzlich verursachten Nichterfüllung ihrer Verpflichtungen gemäß des Gesetzes von 2013 erleiden. Die Verwahrstelle haftet nicht, wenn sie in Übereinstimmung mit den Voraussetzungen des Gesetzes von 2013 und der AIFM Richtlinie nachweisen kann, dass sie die zu dem Verlust eines Finanzinstruments führenden Umstände nach billigem Ermessen nicht hätte abwenden können, obwohl sie alle branchenüblichen Schutzvorkehrungen, die einer mit gebotener Sorgfalt tätigen Verwahrstelle obliegen, getroffen hat.

Darüber hinaus kann die Verwahrstelle, in Fällen, in denen ein objektiver Grund für einen Haftungsausschluss für den Verlust eines Finanzinstruments im Sinne des Gesetzes von 2013 vorliegt, die Verwahrung eines Finanzinstruments ablehnen, sofern nicht der Fonds, der AIFM und die Verwahrstelle einen entsprechenden Haftungsausschluss zugunsten der Verwahrstelle vereinbaren. Es wird davon ausgegangen, dass die Verwahrstelle objektive Gründe für die vertragliche Vereinbarung einer Haftungsbefreiung hat, wenn sie nachweisen kann, dass sie keine andere Wahl hatte, als ihre Verwahraufgaben einem Dritten zu übertragen. Dies ist insbesondere der Fall, (i) wenn die Rechtsvorschriften eines Drittlands vorschreiben, dass bestimmte Finanzinstrumente von einer lokalen Einrichtung verwahrt werden, und es lokale Einrichtungen gibt, die den Kriterien für eine Beauftragung gemäß Artikel 21 Absatz 11 der Richtlinie 2011/61/EU genügen, oder der Verwaltungsrat darauf besteht, Anlagen in einem besonderen Rechtsraum zu belassen, obwohl die Verwahrstelle vor dem damit verbundenen erhöhten Risiko gewarnt hat. Weiterhin kann die Verwahrstelle sich von der Haftung befreien, (ii) wenn es laut den Rechtsvorschriften eines Drittlands vorgeschrieben ist, dass bestimmte Finanzinstrumente von einer

ortsansässigen Einrichtung verwahrt werden müssen und es keine ortsansässigen Einrichtungen gibt, die den Anforderungen für eine Beauftragung gemäß Absatz 11 Buchstabe d Ziffer ii des Gesetzes von 2013 genügen. Der Fonds und der AIFM werden in diesen Fällen das Emissionsdokument sowie die Satzung in Bezug auf den Fonds, für den der Haftungsausschluss greift, entsprechend anpassen. Die Anteilhaber der Fonds werden vor Tätigung ihrer Anlage ordnungsgemäß über diese Haftungsbefreiung und die Umstände, die diese Haftungsbefreiung rechtfertigen, unterrichtet.

Die Verwahrstelle ist nicht haftbar gegenüber dem Fonds und seinen Investoren für den Verlust von Finanzinstrumenten, welche bei einem Wertpapierliefer- und -abrechnungssystem, einschließlich einer Wertpapiersammelstelle, verwahrt wurden.

Die Verwahrstelle kann Finanzinstrumente an Unter-Verwahrstellen zur Verwahrung geben. Die Verwahrstelle stellt sicher, dass diese Vermögenswerte dergestalt verwahrt werden, dass sie separat in den Büchern der Unter-Verwahrstellen verzeichnet sind und dass sie getrennt von den Vermögenswerten der Verwahrstelle und/oder derjenigen der Unter-Verwahrstellen, und jeweils auch getrennt von den Vermögenswerten anderer Bankkunden gehalten werden.

Der Fonds, der AIFM und die Verwahrstelle können den Verwahrstellenvertrag jederzeit mit einer Frist von neunzig (90) Tagen schriftlich kündigen. Im Fall einer Kündigung durch die Verwahrstelle sind der Fonds oder der AIFM verpflichtet, innerhalb einer Frist von sechzig (60) Tagen eine Nachfolgerin der Verwahrstelle zu bestimmen, an die die Vermögenswerte übertragen werden und die Aufgaben und Verantwortung der Verwahrstelle übernimmt. Sollte innerhalb dieser sechzig (60) Tage Frist keine Nachfolgerin der Verwahrstelle bestimmt worden sein, soll die Verwahrstelle die CSSF hierüber informieren. Der Fonds und der AIFM stimmen hiermit zu, ohne weitere Verzögerung eine Aktionärsversammlung einzuberufen, die über die Liquidation des Fonds entscheidet.

Art. 33. Beendigung. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einstimmigen Beschluss aller sich im Umlauf befindlichen Aktien aufgelöst werden.

Der Verwaltungsrat hat auf der letzten ordentlichen Aktionärsversammlung vor dem Laufzeitende der Gesellschaft die Aktionärsversammlung über die Verlängerung der Dauer der Gesellschaft entscheiden zu lassen.

Nach Ablauf eines Zeitraums von 15 Jahren ab dem 20. August 2004 ist die Gesellschaft aufgelöst, ohne dass es eines Beschlusses der Aktionärsversammlung bedarf, es sei denn, die Aktionärsversammlung beschließt vor diesem Datum mit Qualifizierter Mehrheit die Fortsetzung der Gesellschaft zwei Mal um ein weiteres Jahr. Eine weitere Verlängerung nach Ablauf dieser zweimaligen Verlängerung auf bestimmte oder unbestimmte Zeit bedarf der einstimmigen Zustimmung der Aktionäre.

Für die Entscheidung über die Beendigung der Gesellschaft in den vorangehenden Fällen gelten die in Artikel 29 geregelten Vorschriften zur Beschlussfähigkeit der Aktionärsversammlung.

Sollte der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals von eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), fallen, so hat der Verwaltungsrat der Aktionärsversammlung die Entscheidung über die Beendigung der Gesellschaft vorzulegen. Die Aktionärsversammlung, auf der keine Beschlussfähigkeit erforderlich ist, entscheidet mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der Aktionärsversammlung vertretenen Aktionäre.

Fällt der Nettoinventarwert unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals, d. h. eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), so genügt zur Beendigung der Gesellschaft ein Viertel der Stimmen der auf der Aktionärsversammlung anwesenden Aktionäre, ohne dass eine Beschlussfähigkeit der Aktionärsversammlung notwendig ist. Die Aktionärsversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb einer Frist von dreißig Bankarbeitstagen nach der Feststellung, dass der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestvermögens gefallen ist, abgehalten wird.

Die Entscheidung der Aktionärsversammlung über die Beendigung der Gesellschaft und die damit einhergehende Abberufung des AIFM zum Beendigungszeitpunkt erfolgt im Einklang mit den in Artikel 28 (2) festgelegten Bestimmungen.

Art. 34. Liquidation. Die Liquidation der Gesellschaft wird von einem bzw. mehreren Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handelt. Die Aktionärsversammlung bestellt die Liquidatoren und legt ihre Kompetenzen und Vergütung fest.

Das Vermögen der Gesellschaft wird bei Beendigung der Gesellschaft ordnungsgemäß liquidiert. Alle Erlöse aus der Liquidation von Anlagen werden bar ausgezahlt.

Art. 35. Änderungen der Satzung. Diese Satzung kann auf einer Aktionärsversammlung unter Einhaltung der im Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (in jeweils gültiger Fassung) enthaltenen Vorschriften bezüglich Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernissen geändert oder ergänzt werden. Alle Artikel, welche besondere Mehrheitsanforderungen enthalten, können nur mit der entsprechenden Mehrheit geändert werden.

Art. 36. Massgebliches Recht. Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und dem Gesetz vom 13. Februar 2007 (in jeweils gültiger Fassung) entschieden."

Da die Tagesordnung erschöpft ist und niemand das Wort ergreift, wird die Versammlung um 16.50 Uhr geschlossen.

Der unterzeichnende Notar, der deutschen Sprache kundig und mächtig, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Personen in deutscher Sprache gehalten ist.

Worüber die vorliegende notarielle Urkunde an dem am Anfang des Dokumentes erwähnten Tag in Luxemburg aufgesetzt wurde.

Nachdem dieses Dokument den erschienenen Personen, welche dem Notar nach ihrem Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnsitz bekannt sind, vorgelesen wurde, wurde es von den besagten erschienenen Personen gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: T. LOCHEN, A. WAGNER, P. AUDESIRK, J.-J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 2. Oktober 2014. Relation: EAC/2014/13253. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75,- EUR).

Der Einnehmer ff. (gezeichnet): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014159232/1084.

(140180456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2014.

Mobey S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 161.979.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue de manière Extraordinaire en date du 11 août 2014 à 14h00

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la société Mobey S.A. qui a procédé à l'élection des membres du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé comme suit:

Conseil d'Administration:

Le mandat des Administrateurs étant échu, l'Assemblée Générale Ordinaire nomme comme Administrateurs les personnes suivantes:

- Monsieur Karim-Alexandre Rochegude, né le 19/01/1979 à Villeneuve d'Ascq, France, demeurant à 77, rue de la Semois, L-2533 Luxembourg,

- Monsieur Pascal Brasseur, né le 20/04/1968 à Paris, France, résidant professionnellement au 54 Quai Michelet, 92300 Levallois Perret (France);

- Monsieur Walter Brazil, né le 02/03/1959 à Offaly, Irlande, résidant à 13, Castleyard; 12/22, St Patrick's Road, Dalkey, Co. Dublin, Irlande;

- Monsieur Tan Chung Yaw, né le 03/05/1964 à Singapour, résidant à 3 Shenton Way, 17-03, Shenton House, Singapour (068805);

- Monsieur Dermot O'Shea, né le 29/03/1965 à Kerry, Irlande, résidant professionnellement à Iveragh Road, Killorglin, County Kerry, Irlande, dont la nomination est effective le 14/08/2014;

- Monsieur Gavin O'Neill, né le 18/07/1963 à Cork, Irlande, résidant professionnellement à Iveragh road, Killorglin, County Kerry, Irlande;

Le conseil prend acte de la démission de Monsieur Gerard Murphy en tant qu'administrateur de la société, prenant effet à la date de la présente assemblée.

Le mandat des administrateurs s'achèvera lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2014.

Réviseur d'Entreprises agréé:

L'Assemblée Générale Ordinaire renouvelle le mandat du réviseur d'entreprise

- Ernst & Young S.A., siège social 7, rue Gabriel Lippman, L- 5365 Munsbach, RCS Luxembourg B 47.771, Réviseur d'Entreprises agréé.

Le mandat du Réviseur d'Entreprises agréé s'achèvera lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2014.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La société
MOBEY S.A.

Référence de publication: 2014136803/39.

(140155697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} septembre 2014.
